

Subject File

Technical Assistance

30-04 - Agences Parastatales

30/10/1962 - 10/02/1963

**PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER**

UN ARCHIVES

SERIES 50721

BOX 13

FILE 4

ACC. DA 13/16-1 a.o.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

Registry
30-04

Léopoldville, le 13 février 1963

A : Dr. A.Y. Badre, Senior Financial Consultant
De : I. Löger, Inspecteur des Institutions Parastatales

Ci-joint, j'ai l'honneur de vous remettre une copie
d'un rapport d'inspection de l'OTRACO.

A ce sujet, j'aimerais faire le commentaire suivant :
l'inspection de ce parastatal s'étend, vu son importance, à une période
assez longue. C'est pour cette raison que je procède, dans l'inspection,
par étapes et que les rapports sont rédigés au fur et à mesure des
investigations dans les différents départements. Tous ces rapports ne
sont donc que des parties du rapport conclusif qui ne pourra être mis au
point qu'après terminaison de toutes les inspections.

ROUTING SLIP

TO

Mr. Ahmed

| | | |
|----------------|-------------------------------------|------------------|
| APPROVAL . | | NOTE AND RETURN |
| SEE ME, PLEASE | | YOUR COMMENTS |
| YOUR SIGNATURE | <input checked="" type="checkbox"/> | YOUR INFORMATION |
| NOTE AND FILE | | FOR ACTION |

Report on
Survey of OT R.H. Co

DATE

16/2/63

FROM

Q. P. S. A. S.

DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES.-

Les attributions de la Direction des Affaires Sociales sont :

- gestion des Bus
- logement
- assistance sociale
- entretien des cités Otraco
- foyers sociaux

1) GESTION BUS.

L'OTRACO assure le transport de ses agents de leurs domiciles au lieu de service par ses propres autobus. Sont également transportés par ces bus les écoliers des agents de l'OTRACO.

Les recettes provenant de la vente des tickets ou des carnets d'abonnement a donné lieu à la création illicite d'une caisse à la Direction des Affaires Sociales. Nous avons demandé de supprimer cette caisse et de verser à l'avenir toutes les recettes à la caisse principale.

CONTROLE DE LA CAISSE A LA DATE DU 26/9/62.a) Caisse auxiliaire. (Contrôleur-Caissier M. ZINGA Simon)Espèces :

| | | |
|-----------|---|----------------|
| 2 x 1.000 | = | 2.000,- |
| 1 x 500 | = | 500,- |
| 1 x 100 | = | 100,- |
| 1 x 50 | = | 100,- |
| | | <u>2.700,-</u> |

Chèques :

| | |
|---|------------------|
| 1 chq. B.C. n° 62209 de BRANCART d'un montant de F. | 936,- |
| 1 " SOCOBANQUE n°354603 de M. N'ZENZE J. | " 936,- |
| | <u>F.1.872,-</u> |

Tickets en stock :

| | |
|---|--------------------|
| 19 cartes d'abonnement scolaire à F. 468,- pièce soit | F. 8.892,- |
| 50 carnets de 50 tickets à F. 3,- pièce soit | " 7.500,- |
| | <u>F. 16.392,-</u> |

b) Caisse noire tenue par le Chef de Service des Affaires Sociales

(M. Jean N'ZENZE)

Espèces :

50 billets de 100 = 5.000 francs

D'après les explications reçues du Contrôleur des autobus, celui-ci, chaque fois qu'il atteint dans sa caisse un montant de 5.000 francs, il le remet au Chef de Service pour éviter les vols éventuels et ce, par manque de coffre.

Ce système est faux; car celui-ci retarde davantage la remise des recettes à la caisse principale.

c) Situation de la Caisse autobus(gérée par le Contrôleur S. ZINGA)

Au 10/7/62 le contrôleur avait reçu de la comptabilité
 10.000 tickets à F. 3,- pièce soit F. 30.000,-
 24/8/62, 10.000 " à F. 3,- " 30.000,-
 7/9/62, 100 cartes d'abonnement à 468 Frs.
 pièce " 46.800,-
 F.106.800,-

31/7/62, il a versé successivement :
 " 8.700,-
 " 18.300,-
 " 4.050,-
 " 8.250,-
 " 27.320,-
 " 6.950,-
 " 4.322,-
 F. 77.892,-
 + Encaissement " 25.964,-
 F.103.856,-

Par conséquent le contrôleur a remis gratuitement 5 cartes d'abonnement scolaire aux pères de familles nombreuses, c'est-à-dire F. 468 x 5 = 2.340,- francs. D'où F. 103.856,- + 2.340,- = 106.196,- francs. Il y a encore 3 cartes de 150 francs qu'il aurait remis au receveur nocturne soit 450 francs congolais. Ainsi donc = Frs. 103.856,- + 450,- + 2.340,- = 106.646,- francs.

En conclusion : 106.800,- francs
 - 106.646,- francs

154,- francs, manquant que le contrôleur reconnaît et va rembourser pour balancer sa caisse.

d) Anomalies constatées dans la Caisse d'autobus.

- 1) Monsieur le contrôleur S. NZINGA aurait remis gratuitement aux pères de familles nombreuses 12 cartes d'abonnement scolaire, sans qu'il ait déterminé leurs noms, prénoms, n°s de matricule, service, ni le nombre d'enfants. Cela est une faute grave. L'OTRACO a perdu à cet effet 1.440 francs à des inconnus. Comme c'est une sortie injustifiée, je l'incrimine au contrôleur précité. Etant donné que ce montant est considéré comme perdu, l'intéressé est donc tenu de le rembourser. J'insiste à ce que cette somme soit remboursée car pour les dons qu'il a faits à d'autres parents, il avait bien déterminé sur sa feuille de versement tous les détails nécessaires. Cela est en quelque sorte une négligence de sa part.
- 2) Au moment où Monsieur NZINGA avait effectué tous ces versements à la Caisse principale, il avait de nouveau constaté un excédent de 1.320 francs pour lequel il n'avait même pas fait son P.V. Je me demande si la comptabilité ne s'en était pas aperçue. Si oui, avec quelle imputation a-t-on passé cette écriture; sinon elle ne l'a pas constaté. Que le responsable s'explique alors. Voilà encore une négligence de la part du contrôleur de la comptabilité et des dirigeants des Affaires Sociales.

3) Quant au nouveau contrôleur M. NZINGA Simon qui a fait la remise et reprise avec M. BAKUTU, il arrive ce qui suit :

| | | |
|---|-------------------------------|--------------|
| M. BAKUTU a eu en stock | 15.000 tickets à F. 3,- pièce | |
| | soit | F. 45.000,-- |
| " " " 43 cartes d'abonnement à 120,- " | | 5.160,-- |
| " de la Cpté. 10.000 tickets à F. 3,- le ticket, soit | " | 30.000,-- |
| " 200 cartes d'abonnement à 120,- Frs. la carte | " | 24.000,-- |
| | | <hr/> |
| | | F.104.160,-- |
| | | <hr/> |

De cette somme, M. BAKUTU prétendait avoir remis gratuitement aux pères de familles nombreuses, 20 cartes d'abonnement à F. 120,- la carte soit 2.400,- francs sans autre détermination ni justification. A cet effet, je considère ce fait comme un détournement d'autant plus qu'il y a eu fuite d'une valeur de 73.350,- francs sur le stock des tickets qu'il avait + 2.400 francs de bons injustifiés, soit 75.750 francs au lieu de 73.350 francs. Cette question est à revoir avec le contentieux. Entretemps, le premier litige est toujours en suspens au Parquet.

4) Au moment où Monsieur BAKUTU fut disloqué de ses fonctions, M. NZINGA a dû de nouveau reprendre cette caisse avec un stock de :

6.350 tickets à F. 3,- pièce soit F. 19.050,--
78 cartes d'abonnement à F. 120,- 9.360,--

Par contre Monsieur NZINGA aurait revendu les 6.350 tickets au prix de 19.290 francs (y compris 240 francs qui jouent au D et C) (2 cartes vendues) De ce fait, les cartes d'abonnement sont ramenées à 76. De ces 76 cartes, on a distribué gratuitement 2 avec justifications. Il en reste en dernier lieu 74, vendues au prix de 468 francs chacune soit un total de 34.632,- francs versés à la Caisse principale le 7/9/62.

II.) LOGEMENT.-

a) Logement des agents de l'OTRACO.

- La Direction des Affaires Sociales paie mensuellement 200.000 francs d'indemnité de restauration pour les Techniciens de l'OTRACO à Matadi logés à l'hôtel, alors qu'il y a des maisons de l'OTRACO sur place qui sont en très mauvais état, mais qu'on pourrait réparer et y faire loger ses Techniciens. Des propositions faites à ce sujet ont toujours été rejetées par la Direction Générale.

- Certains dirigeants occupent des maisons de luxe, meublées et qui reviennent chères à l'Office alors que l'OTRACO dispose encore des maisons vides toujours en mauvais état et qu'on pourrait faire réparer pour ces mêmes dirigeants.

- De même, certaines maisons de l'OTRACO ont été louées à des tiers, bien qu'on ait des agents de l'Office qui peuvent y loger et qui malheureusement sont logés dans les hôtels. L'inventaire des immeubles doit être revu s'il n'y a pas lieu de résilier des contrats de locations avec des tiers et de mieux loger les agents de l'Office en premier lieu. Il incombe à la Direction des Affaires Sociales de justifier pourquoi ces maisons ont été louées à des tiers (La Direction doit fournir un rapport)

- Quant au loyer Guest-House Otraco, il y a lieu d'augmenter la location. Il est évident que l'actuel locataire tire un grand profit pour le loyer des sous locataires.

b) Mobilier mis à la disposition des agents.

- Depuis l'Indépendance on n'a jamais fait des inventaires du dit mobilier (sauf quelques cas où un agent quitte une habitation mise à sa disposition par l'Office) L'établissement des inventaires a d'abord été négligé par M. BOKELE du Service Travaux, et après la création de la Direction des Affaires Sociales en novembre 1960 ce service n'y pensait plus.

- Dès le début de notre contrôle à cette Direction, nous avons demandé de procéder immédiatement à un inventaire général du mobilier. Nous avons clairement expliqué comment ces inventaires doivent être établis. Au mois de décembre 1962, nous avons reçu les inventaires, mais nous avons été obligés de rejeter une grande partie de ces inventaires. (Les inventaires établis à la machine à écrire portent beaucoup de modifications, très souvent à la main et le P.V. signé par l'occupant n'est jamais paraphé.)

- Nous avons donné des directives afin qu'on n'établisse un inventaire pour chaque habitation toutes les années et à l'occasion de chaque entrée ou sortie d'un occupant.

c) Immeubles occupés par des tiers à Léopoldville et Bas-Congo.

Quant à ce qui concerne les immeubles loués par des tiers, nous avons établi un tableau portant la situation détaillée des locations de ces maisons ainsi que les litiges. Pour ce fait nous joignons le dit tableau au rapport pour faciliter le travail du démarcheur. En vérifiant attentivement le dit tableau vous trouverez qu'il y a beaucoup d'anomalies. Il y a un laisser-aller dans la récupération des frais de loyer, en ce sens que la comptabilité ne suit pas de près les dates de récupération des loyers qui sont rentrés et ceux qui ne sont pas encore liquidés en vue de prévenir la Direction des Affaires Sociales pour que celle-ci fasse pression aux retardataires; d'autre part, la Direction des Affaires Sociales à son tour, ne surveille pas constamment l'état des maisons pour être en mesure de dire si celles-ci sont occupées ou pas. Pour bien régler cette question, il faudrait que le Chef de la comptabilité charge un agent qui devra s'occuper de la vérification à la fin de chaque mois de toutes les entrées provenant des loyers et qui fera toujours un rapport de la situation au Chef pour que celui-ci informe la Direction des Affaires Sociales des mesures rigoureuses à prendre pour les irréguliers. En outre, il y a encore à Matadi plusieurs maisons appartenant à l'OTRACO qui sont abandonnées par suite de leur mauvais état et pour lesquelles l'OTRACO ne songe pas à faire réparer; il est de même pour certaines maisons qui sont ici à Léopoldville au quartier Prince de Liège. Rien que pour les maisons abandonnées, l'OTRACO perd des centaines des milliers de francs qui pourraient subvenir à ses besoins. Par ailleurs, je joins encore à mon rapport un second tableau portant la situation des logements à Léopoldville ou en dehors de Léopoldville occupés par l'A.N.C. et la Police en 1962. Cette situation est vraiment catastrophique. Nous nous demandons si les dirigeants de l'OTRACO se donnent la peine d'examiner attentivement au moins une fois l'an la situation en générale des immeubles à louer. Laisser des dizaines de millions de francs en souffrance pendant un an sans démarches, c'est chose inadmissible. Comme les anomalies ont commencé l'année 1960, les dirigeants de l'OTRACO devraient à la longue contacter le Ministre de la Défense Nationale ou le Général de l'A.N.C. pour trouver une solution efficace afin de résoudre le problème du retard des

des loyers qui incombe à l'A.N.C. Quand on regarde le grand building OTRACO situé sur Boulevard Albert, on constate que l'aile faisant face au Régina est occupée par les Services suivants :

le 2ème. étage par le Ministère des Classes Moyennes
le 3ème. " " des Finances, Direction
des Impôts
le 5ème. et 6ème. étage sont occupés par le Ministère des Affaires Economiques.

Pour le loyer de ces Ministères, le Gouvernement Central a pris des engagements tout à fait particuliers avec la Direction de l'OTRACO.

III. ASSISTANCE SOCIALE.

Subsides.

Lors du contrôle de la Caisse Principale, nous avons trouvé des prélèvements par la Direction des Affaires Sociales pour lesquels on ne détenait pas des pièces justificatives.

Il s'agit des prélèvements suivants :

- | | | |
|----------|-----------|--|
| 1) 11/60 | 100.000 - | (pc n°111) pour fête St. Eloi reçu signé par TSHIAMA |
| 2) 12/60 | 30.000 - | (pc n°199) subside initial à la Direc- tion des Affaires Sociales reçu signé par TSHIAMA |
| 3) 2/61 | 20.000 - | (pc n°55) alimentation caisse Affaires Sociales svt. instruction D.G. signé par TSHIAMA |
| 4) 4/61 | 30.000 - | (pc n°18) ravitaillement travailleurs signé par TSHIAMA |
| 5) 9/61 | 30.000 - | (pc n°141) alimentation caisse des Af- faires Sociales fête aux foyers prix aux élèves signé par N'ZENZE. |
| 6) 11/61 | 10.000 - | (pc n°124) pour fête St. Eloi signé par TSHIAMA. |

TOTAL : 220.000,--

L'utilisation des subsides reçus n'a jamais été justifiée par la Direction des Affaires Sociales. Nous avons expliqué au Directeur M. TSHIAMA et à son Adjoint, M. N'ZENZE, qu'il faut pour chaque dépense une facture appuyant l'utilisation des fonds reçus de la caisse. Les dépenses pour la fête St. Eloi 1962 ont été justifiées convenablement suivant les instructions données par notre contrôleur M. TSHIAMALA F.

Ci-dessous les explications reçues sur les dépenses effectuées avant notre contrôle :

- ad 2) 15.000 francs pour le loyer Cito
15.000 " " " Olsen
Fonds initiaux pour la mise en marche des foyers après l'Indépendance. Utilisés pour achats des tissus, ustensiles de cuisine etc... dans les foyers. Pas d'autres précisions.
- ad 3) 20.000,- subsides pour Mme. SONGOLO, épouse de l'ex-Ministre des Communications et des Transports tué à Stanleyville. Le Ministre SONGOLO a occupé l'actuelle Présidence et la maison à côté de celle-ci. Ces immeubles appartenant à l'Office ont été mis gratuitement à la disposition du Ministre. Après la mort de M. SONGOLO, Mme. SONGOLO a été aidée par ordre de M. TAMBA (4.000,- francs par mois et logement gratuit).

- ad 4) Ravitaillement de 300 agents travaillant au Km. 280 (travaux de réparation de la ligne) (voir rapport dispatching du 4/3/61)
- ad 5) Fête dans les foyers avec distribution des prix - 4.000 Frs. pour les invités, 26.000 Frs. pour les prix - 90 femmes au foyer camp Cito et 92 au foyer camp Olsen.
- ad 6) 10.000 francs pour fête St. Eloi à Léopoldville (sandwich) (suivant lettre de la Direction des Affaires Sociales n° 1135/825)

ad 1) 100.000 pour la fête St. Eloi répartis entre Léo-Cattier et Thysville. Les agents qui ont reçu ces quote-parts sont :

- M. KAKANDA pour Cattier Naval
- M. MUSAMBOBE pour C.F.M.L.
- M. BARUTI pour Thysville

On ne savait pas nous donner plus de précisions. Comme pour tous les autres subsides on ne détient pas des factures à ce sujet. Nous donnons à titre de comparaison les fonds utilisés pour la fête St. Eloi 1961 :

| | |
|--|-----------|
| Coq. 1.400 travailleurs x 15 Frs. = | 21.000,-- |
| Boma 1.653 --" --" = | 24.795,-- |
| Matadi 1.578 --" --" = | 23.670,-- |
| Thysville 318 --" --" = | 4.695,-- |
| Cattier 82 --" --" = | 1.230,-- |
| Léopoldville ? | 10.000,-- |
| Casi-Col 32 --" --" = | 480,-- |
| Port-Franqui 40 --" --" = | 800,-- |
| Banningville 147 --" --" = | 2.940,-- |
| B u m b a 155 --" --" = | 3.100,-- |
| | <hr/> |
| | 92.710,-- |
| | <hr/> |

Comme se voit les 100.000,- seul pour Léopoldville, Cattier et Thysville sont trop élevés. Il y a donc certainement des fuites. Les responsables : MM. TSHIAMA, KAKANDA, MUSAMBOBE & BARUTI. En outre, nous avons contrôlé la remise des vidanges et la remise à la caisse principale des montants remboursés par des brasseries.

IV.- GESTION DES CITES OTRACO

Gestion des Foyers Sociaux.

- Les cités à Léopoldville sont bien entretenues mais lors de notre contrôle à Coquilhatville, nous avons dû trouver la cité très négligée. Le contrôleur prévu pour cette région n'a jamais fait la visite à Coquilhatville.
- En ce qui concerne les Foyers Sociaux, nous avons demandé un rapport d'activité que nous ferons suivre dès qu'il nous sera parvenu.

V.- CADRE ORGANIQUE.

Sans vouloir inutilement gonfler notre rapport, nous tenons à reproduire le cadre organique établi par la Direction des Affaires Sociales et de le mettre en comparaison avec l'effectif existant

avant l'Indépendance pour ce service. Nous soulignons l'irresponsabilité et le manque de scrupule de Monsieur TSHIAMA, Directeur des Affaires Sociales et en même temps Administrateur de l'OTRACO, en travaillant pour un accroissement injustifiable des dépenses malgré la regression des recettes qu'il n'ignore certainement pas. Les nominations effectuées dans cette Direction et le gonflement du cadre sont irresponsables et gravement abusives. Nous soulignons qu'avant l'Indépendance, la Direction des Affaires Sociales n'existait pas. Ce service a été assuré par la Direction "SERVICES GENERAUX" qui s'occupait en même temps du service du personnel au Congo, Surveillance, Recherches, Affaires médicales et l'entretien des Buildings.

| CADRE ACTUEL | | CADRE AU 30 JUIN 1960 | |
|-------------------------------|--------------|-------------------------------|--------------|
| <u>Direction</u> | <u>Grade</u> | | <u>Grade</u> |
| 1 Directeur | Directeur | - | |
| 1 Chef de Service | A1 | - | |
| 2 Contrôleurs | B2 | - | |
| 1 Agent de relève | C3 | - | |
| <u>Secrétariat/Logement</u> | | <u>Logement</u> | |
| 1 Chef de Bureau | B2 | 1 Agent Administratif C | |
| 1 Commis de logement | D3 | 1 Commis Dactylo D | |
| 1 Préposé Buildings | C2 | <u>Entretien Buildings</u> | |
| 3 Commis Dactylo. | F. | 2 Dames | Auxil. |
| <u>Cités/Léo</u> | | <u>Cités/Léo</u> | |
| 1 Chef des cités Léo | B2 | 1 Chef des cités Léo | B2 |
| 1 S/Chef cité Cito | C3 | 2 Commis | E |
| 1 S/Chef cité Olsen | D3 | 1 Commis | F |
| 1 S/Chef cité Limete | E3 | --- | |
| 1 S/Chef cité Bousin | E3 | --- | |
| <u>Cités C.F.M.L.</u> | | <u>Cités C.F.M.L.</u> | |
| 1 S/Chef cité Kasangulu | E3 | 1 Commis cité Kasangulu | F. |
| 1 Chef cités Thysville | B2 | 1 Commis cités Thysville | E. |
| 1 Chef + logement | C1 | --- | |
| 1 S/Chef cité Kiantu | E3 | 1 Commis cité Kiantu | F. |
| 1 S/Chef cité Kiasi-Col | E3 | 1 Commis cité Kiasi-Col | F. |
| 1 S/Chef cité Cattier | D3 | 1 Commis cité Cattier | F. |
| 1 S/Chef cité Kimpese | E3 | 1 Commis cité Kimpese | F. |
| <u>Assistance Sociale/Léo</u> | | <u>Assistance Sociale/Léo</u> | |
| 1 Chef Assistance Soc. | B2 | 4 Assistance Sociale | |
| 1 Agent Social | C2 | --- | |
| 1 Commis Dactylo | D | 1 Monitrice | F |
| 1 Chef Monitrice | Techn. | --- | |
| 1 Visiteuse | D/C | --- | |
| 1 Chef Monitrice Olsen | D2 | --- | |
| 1 Monitrice Olsen | D2 | --- | |
| 3 Aides pouponnières | D2 | --- | |
| 1 Chef Monitrice Cito | D | --- | |
| 3 Monitrices Cito | D | --- | |
| 1 Chef Monitrice Gamma | E3 | --- | |
| 2 Monitrices Gamma | --- | --- | |
| 1 Chef Monitrice Prince Liège | E3 | --- | |
| 1 Monitrice Prince Liège | F2 | --- | |
| 1 Chef Monitrice Jardin | E3 | --- | |

Report/...

| CADRE ACTUEL | | CADRE AU 30 JUIN 1960 | |
|---|-----|------------------------|-----|
| 1 Chef Monitrice N'DJILI | E3 | --- | --- |
| 2 Monitrices N'DJILI | --- | --- | --- |
| 1 Chef Monitrice Matete | E3 | --- | --- |
| 1 Monitrice Matete | --- | --- | --- |
| 1 Monitrice Kasangulu | E3 | --- | --- |
| <u>ZONE MATADI. (Ligne)</u> | | <u>ZONE MATADI.</u> | |
| 1 Chef de cités Matadi | B2 | 1 Chef de cités Matadi | B2 |
| 1 Agent logement | C2 | 2 Commis | E |
| 1 Commis travaux (à prévoir) | --- | 2 Assistances Sociales | --- |
| 1 S/Chef cité Thys. | D3 | --- | --- |
| 1 S/Chef cité Manu | E3 | --- | --- |
| 1 Chef Monitrice Visit. | D3 | --- | --- |
| 1 Chef Monitrice Thys. | E3 | --- | --- |
| 5 Monitrices | F2 | --- | --- |
| 1 Chef Monitrice Thys. | D | --- | --- |
| 1 Monitrice Thys. | F2 | --- | --- |
| 1 Monitrice " | --- | --- | --- |
| 1 Chef Monitrice Cattier à prévoir | (D) | --- | --- |
| 1 Monitrice Cattier | --- | --- | --- |
| <u>ZONE MAYUMBE.</u> | | <u>ZONE MAYUMBE.</u> | |
| 1 Chef cité Mayumbe à désigner (C) | --- | 1 Assistance Sociale | --- |
| 1 Magasinier " (E) | --- | 1 Magasinier | F |
| 1 Chef Monitrice Boma F/2/D3 | --- | 1 Commis cité | F |
| 4 Monitrices Boma | --- | 1 Commis Cité | F |
| <u>ZONE EQUATEUR.</u> | | <u>ZONE EQUATEUR.</u> | |
| 1 Chef cité Coq. | --- | 1 Assistance Sociale | --- |
| 1 Agent logement(cantine à désigner) (D) | --- | 1 Commis cité | F |
| 1 Chef Monitrice Coq. F2/D3 | --- | --- | --- |
| 2 Monitrices à prévoir | --- | --- | --- |
| <u>ZONE ITIMBIRI.</u> | | <u>ZONE ITIMBIRI.</u> | |
| 1 Chef de cité à prévoir D | --- | 1 Commis cité | F |
| <u>ZONE KIVU.</u> | | <u>ZONE KIVU.</u> | |
| 1 Chef de cité à prévoir D | --- | --- | --- |
| <u>ZONE KWILU-LAC</u> | | <u>ZONE KWILU-LAC</u> | |
| --- | --- | 1 Commis cité | F |
| <u>SECURITE HYGIENE.</u> | | | |
| 1 Licencié Sciences Sociales à prévoir A3 | --- | --- | --- |
| 1 Commis à fixer | --- | --- | --- |
| 1 Agent à prévoir C3 | --- | --- | --- |

VI. La gestion de la Direction des Affaires Sociales est très mauvaise dans presque toutes ses attributions. Cette mauvaise gestion est d'autant plus condamnable que vue son cadre très gonflé et ses attributions très insignifiantes, le Directeur comme les agents de cette Direction n'ont certainement pas été surchargés de travail.

.../.....

- La gestion peu considérable des autobus a prêté à des fuites de fonds d'environ 80.000 francs.
- La gestion des fonds reçus comme subsides n'a pas été justifiée convenablement.
- En ce qui concerne le logement, la gestion est au-dessus de toute critique; (on n'a jamais fait d'inventaires, abus dans la location aux tiers, laisser-aller dans la récupération des loyers etc...)
- En ce qui concerne l'activité des foyers sociaux, nous attendons toujours le rapport s'y référant. Monsieur le Directeur des Affaires Sociales a donc complètement échoué vis-à-vis de la tâche qui lui a été confiée. Nous l'accusons d'irresponsabilité, de négligence et d'incapacité. Les mêmes reproches s'élèvent contre les Chefs de Service, Contrôleurs et Chefs de Bureau de cette Direction. Vu tout ce qui précède et vu la création injustifiable de cette Direction, nous proposons la suppression immédiate de celle-ci. Messieurs MUAYI & TSHIAMA, respectivement Directeur Général Adjoint et Directeur des Affaires Sociales ont admis que cette Direction était superflue. Pour nous, la Direction des Affaires Sociales a été créée uniquement pour attribuer à M. TSHIAMA, un des plus anciens agents de l'Office, un poste de Directeur. Le service peu signifiant du logement et des autobus peut être incorporé sans difficulté à la Direction du personnel et peut être géré par deux ou trois commis. L'entretien des cités de l'OTRACO et l'activité des foyers sociaux sont également à superviser par cette Direction. Nous avons communiqué nos suggestions conformes à la Direction Générale.

Fait à Léopoldville, le 15.1.63

LES VERIFICATEURS DES FINANCES,

F. TSHAMALA

I. LOGER.

Tshamala

Loger

| SITUATION DES LOGEMENTS OCCUPES PAR L'A.N.C. ET LA POLICE AU 31.12.1962 | | | | | | NOMBRE DE MOIS D'OCCUPATION | | |
|--|-------------------------|-----------------------------|------------------------|-----------------------|--------------------------|--------------------------------|-----------|--|
| LOCALITE | NOMS DE LA CITE | LOYER MENSUEL PAR MAISON | LOYER MENSUEL TOTAL | NOMBRE DES MAISONS | DATE DEBUT OCCUPATION | | TOTAL | OBSERVATIONS |
| <u>A. N. C.</u> | | | | | | | | |
| STANLEYVILLE | Breuls de Ticken | 675 frs.- | 148.500 frs | 220 | 1.9.60 | 27 mois | 5.009.500 | Depuis l'occupation l'A.N.C. ne paie jamais la location. |
| B U M B A | - | 675 frs.- | 60.075 frs | 89 | 31.10.60 | 26 " | 1.560.950 | Nous avons donné les ins- tructions à la Cpté de facturer le Gouvernement Provincial de Coq. en son temps nous ignorons si cela se fait réguliè- ment. |
| COQUILHATVILLE | Bosomba | 675 frs.- | 35.100 frs | 52 | 25.2.61 | 21 " | 737.100 | La facturation se fait régulièrement mais nous ignorons si le Gouverne- ment effectue le paie- ment. |
| -"- | Devisscher | 675 frs.- | 99.225 frs | 147 | 2.9.60 | 27 " | 2.679.075 | |
| BANNINGVILLE | - | 675 frs.- | 8.100 frs | 12 | 12.11.60 | 25 " | 202.500 | L'A.N.C. ne paie jamais. Demande Zone Kwilu - Lac pour confirmation. |
| LEOPOLDVILLE | Cité Prince de Liège | 6.000 frs.- | 60.000 frs | 10 doubles | 1.6.61 | 18 " | 1.080.000 | Nous ne voyons rien en ce qui concerne la factura- tion de ces maisons à la Défense Nationale. |
| -"- | -" | 6.000 frs.- | 90.000 frs | 15 doubles | 1.9.61 | 15 " | 1.350.000 | |
| THYSVILLE | Noki | 3.000 frs.- | 6.000 frs | 2 | 1.3.61 | 21 " | 126.000 | Aucun paiement ne s'ef- fectue |

| SITUATION DES LOGEMENTS OCCUPES PAR L'A.N.C. ET LA POLICE AU 31.12.1962 | | | | | | NOMBRE DE MOIS D'OCCUPATION | | |
|--|--------------------|-----------------------------|------------------------|-----------------------|--------------------------|--------------------------------|--------------|--|
| LOCALITE | NOMS DE LA CITE | LOYER MENSUEL PAR MAISON | LOYER MENSUEL TOTAL | NOMBRE DES MAISONS | DATE DEBUT OCCUPATION | TOTAL | OBSERVATIONS | |
| M A T A D I | Ville - Moyenne | 3.000 frs.- | 75.000 frs | 25 | 1.1.61 | 24 mois | 1.800.000 | Aucune facturation n'a été faite jusqu'à ce jour. |
| -"- | Ville - Haute | 3.000 frs.- | 3.000 frs | 1 | 1.1.61 | 24 " | 72.000 | |
| -"- | Kinkanda | 3.000 frs.- | 24.000 frs | 8 | 1.1.61 | 24 " | 576.000 | |
| P O L I C I E R S | | | | | | | | |
| B U M B A | - | 675 frs.- | 7.425 frs | 11 | 31.10.60 | 26 " | 193.050 | Idem que l'A.N.C. |
| BANNINGVILLE | - | 675 frs.- | 27.000 frs | 40 | 31.12.60 | 24 " | 648.000 | Les policiers paient 150 frs. à la zone au lieu de 675 frs. Prière demander raisons au Chef de zone. |
| T H Y S V I L L E | Sonankulu | 200 frs.- | 12.400 frs | 62 | 1.3.61 | 21 " | 260.400 | A notre connaissance nous ne croyons pas qu' on ai déjà introduit une facture auprès des auto- rités locales. D'ailleurs cette question a été mise en suspens à cause du démembrement de l'ex- Province de Léopoldville. |
| | | | | | | T O T A L | 15.294.575 | |

LE DIRECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES,

(sé)

T S H I A M A Fernand.-

MAISONS OTRACO LOUEES PAR DES TIERS

| OCCUPANTS | IMMEUBLES | LOYERS MENSUELS | GARANTIES LOCATIVES | DATE D'ENTREE | LOYERS RECUPERES | LITIGE |
|-----------------------|------------------|--------------------|------------------------|------------------|---------------------|--------|
| 1. Abranches | Matadi | 1.500 (500 65) | 1.500 | 4.7.59 | 7/60 | |
| 2. O N U C | Léopoldville | 45.000 | - | 1.1.61 | 30/4/61 | |
| 3. Amato | 2 Bogies | 2.000 | 2.000 | 10.6.58 | 7/61 | |
| 4. Sedec | Thysville | 41.800 (annuel) | - | 4.8.54 | en cours | |
| 5. Sce Télécom. | Kasangulu | 400 | - | 6.58 | -" | |
| 6. O N U C | Léopoldville | 225.000 | - | 25.8.60 | -" | |
| 7. Ets Madail | 6 Châssis | 54.000 (trimes) | - | 1.7.57 | -" | |
| 8. Ets Delmotte | Matadi | 1.500 | 1.500 | 15.2.59 | 3/62-résilié | |
| 9. Saucez c/° Sedec | Thysville(mobil) | 500 | - | 16.7.58 | en cours | |
| 10. Socopétrol | Kisantu | 2.000 | 2.000 | 15.3.59 | -" | |
| 11. R. Congo T.P. | Kasangulu | 5.000 | - | 1.8.59 | 10/60 | |
| 12. Profrigo | Garage | 3.000 | - | - | en cours | |
| 13. Régideso | Thysville | 1.200 | 1.200 | 15.4.58 | 5/61 | |
| 14. Baugniet | Matadi | 1.500 | 1.500 | 1.3.58 | 3/61 résilié | |
| 15. Bravier | Thysville | 563 (trimes) | - | 1/59 | 31/12/61 | |
| 16. O N U C | Léopoldville | 7.500 | - | 1.10.60 | 30/4/61 | |
| 17. Waelkens & Fossët | -" | 20.000 | 20.000 | 1.2/61 | en cours | |
| 18. Régideso | Thysville | 24.000 (trimes) | 8.000 | 1.5.61 | -" | |
| 19. Pemarco | Matadi | 500 | - | 23.2.61 | -" | |
| 20. Pemarco | -" | 1.495 | - | 1.4.62 | -" | |
| 21. Gouyt-Prov.Coq. | Coq. | 99.225 | - | 2.9.60 | -" | |
| 22. -" | Coq. | 35.100 | - | 1.3.61 | -" | |
| 23. F.G.T.K. | Thysville | 2.000 | 2.000 | 1.3.62 | -" | |
| 24. Seitis B. | Léopoldville | 6.000 | 6.000 | 1.12.61 | -" | |

Report

| OCCUPANTS | IMMEUBLES | LOYERS MENSUELS | GARANTIES LOCATIVES | DATE D'ENTREE | LOYERS RECUPERES | LITIGE |
|--------------------------------------|-------------------|--------------------|------------------------|------------------|---------------------|--------|
| 25. Forescom | Nioki | 7.700 | - | 23.3.62 | en cours | |
| 26. Mission B.M.S. | Cattier | 600 | 600 | 1.1.62 | " | |
| 27. I.B.M. Congo | Léopoldville | 3.460 | - | 3.10.62 | " | |
| 28. R. Congo | Bateau Olsen | 465.000 | - | 24.4.62 | " | |
| 29. A.N.C. | Léopoldville | 450.000 (trimes) | - | 15.9.62 | " | |
| 30. R.C.B. Généraux | Léo (aile gare) | 2.620.000 annuel | - | 1.6.60 | " | |
| 31. -" | -" | 3.287.134 annuel | - | 12.60 | " | |
| 32. A.N.C. | Léopoldville | 122.400 annuel | - | 1.2.61 | " | |
| 33. A.N.C. | -" | 668.000 annuel | - | 12.60 | " | |
| 34. Bralima | -" | 5 frs. Redivance | - | 1.10.60 | 31/12/61 | |
| 35. Colectric | -" | - | - | 21.8.60 | 2/61 | |
| 36. O N U C | Thysville | 68.000 | 20.000 | 1.2.61 | en cours | |
| 37. Vicariat Léo | Léo(maison c.Cito | 1.3.59 au 31.7.62 | | | | |
| | | 5.000 | - | - | - | |
| | | 1.8.59 au 31.7.62 | | | | |
| | | 3.000 | - | 1.3.59 | 31.10.62 | |
| 38. Covenco | Léo(un magasin | P.P.6.400 | - | vers 1959 | 31.10.62 | |
| 39. Mission Remina | Banningville | 3.000 | - | vers 1955 | 31.10.62 | |
| 40. Indufor | Mombongo | 1.000 | - | 3.5.61 | 31.10.62 | |
| 41. Wittalino Aives de Cruz (Matadi) | | - | n° 50058 | - | liquidé | |
| 42. Batista João (Matadi) | - | - | n° 50053 | - | sans nouvelles | |
| 43. Lubin (Matadi) | - | - | n° 50093 | 10.9.60 | résilié | |
| 44. Da Silva (Matadi) | - | - | n° 50066 | - | sans nouvelles | |
| 45. Laureiro (Matadi) | - | - | n° 50064 | - | liquidé | |
| 46. Auxeltrabeton (Cattier) | | - | - | - | " | |

.../...

| OCCUPANTS | IMMEUBLES | LOYERS MENSUELS | GARANTIES LOCATIVES | DATE D'ENTREE | LOYERS RECUPERES | LITIGE |
|----------------------------------|-----------|--------------------|------------------------|------------------|---------------------|--------|
| 47. Raphalin (Cattier) | - | - | n° 5115 | - | liquidé | |
| 48. Inconnu (Thysville) | - | - | n° 5226 | - | -"- | |
| 49. Calampex(Thysville) | - | - | n° 5268 | - | résilié | |
| 50. Silozi (Thysville) | - | - | n° 5244 | - | -"- | |
| 51. Kitima (Thysville) | - | - | - | - | -"- | |
| 52. Mission Catholique (Cattier) | - | - | - | - | -"- | |

()

()

()

()

ETAT DES MONTANTS PAYES A BRUXELLES AUX AGENTS CONGOLAIS.

(Après le 6/11/61)

a) Liste des paiements périodiques.

| | | | | | | | | |
|---------|--|---------|----------------|---------|-----------|-------------------|---|-----------|
| 2/11/61 | : 9/11 | : 23/11 | : 30/11 | : 7/12 | : | Bénéficiaires | : | T o t a l |
| - 8/11 | +15/11 | - 29/11 | - 6/12 | - 11/12 | : | | : | |
| 1.400 | :1.400 | :1.400 | :1.400 | :1.000 | : | D I E V I Jean | : | 6.600,-- |
| " | : " | : " | : " | : -- | : | DUKUPULA Jean | : | 5.600,-- |
| " | : " | : " | : " | : 1.000 | : | L O L O Joseph | : | 6.600,-- |
| " | : " | : " | : " | : 1.000 | : | LUSATA Sébastien | : | 6.600,-- |
| " | : " | : " | : " | : 1.000 | : | MAVINGA Antoine | : | 6.600,-- |
| " | : " | : " | : 1.200 | : -- | : | MOMPULANGE Simon | : | 5.400,-- |
| " | : " | : " | : 1.400 | : 1.000 | : | N'ZIUKI Marcel | : | 6.600,-- |
| " | : " | : " | : " | : 1.000 | : | P A K A Samuel | : | 6.600,-- |
| " | : " | : " | : " | : 1.000 | : | SOKA-DOFUNSU Dan. | : | 6.600,-- |
| : | : | : | : | : | : | : | : | : |
| : | : | : | : | : | : | : | : | : |
| ----- | | | | | | | | |
| 2.450 | : 4/11/61 - 10/11, 11/11 - 17/11 | : | BOKOLO Antoine | : | 12.250,-- | | | |
| | 25/11 - 1/12, 2/12 - 8/12, 9/12 - 15/12 | : | KIALA André | : | 12.250,-- | | | |
| | | : | KIDILUA Albert | : | 12.250,-- | | | |
| | | : | N'ZEZA Geortes | : | 12.250,-- | | | |
| | | : | PUNZA Hubert | : | 12.250,-- | | | |
| | | : | TONY Joseph | : | 12.250,-- | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| ----- | | | | | | | | |
| 2.450 | : 4/11/61 - 10/11, 11/11 - 17/11 | : | M A B R U K I | : | 38.150,-- | | | |
| | 25/11 - 1/12, 2/12 - 8/12 | : | K A B W E Jean | : | 38.150,-- | | | |
| | 9/12 - 15/12, 29/12 - 4/1/62, 5/1 - 11/1, 12/1 - 18/1 | : | MASSAMBA David | : | 38.150,-- | | | |
| | 19/1 - 25/1, 2/2 - 8/2 | : | EKOFO Ghislain | : | 38.150,-- | | | |
| | 9/2 - 15/2, 16/2 - 22/2, 23/2 - 1/3, 2/3 - 8/3, 9/3 - 15/3 | : | EDJIDJIMO | : | 38.150,-- | | | |
| 1.400 | : 13/3 - 19/3/62 | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |
| : | : | : | : | : | : | | | |

b) LISTE DES MONTANTS PAYES A BRUXELLES AUX AGENTS CONGOLAIS (Après le 6/11/61)

| N o m | Montants | Reçu le | Totaux | Avances en FB : impayées au 6 nov. 1961 | Différen- ce de change. |
|--------------------------------|-----------------------------------|--|--------|---|-------------------------------|
| BILABO Domin. Matr. 22.903 | 3.000 | 11/1/62 | 3.000 | -- | 900 |
| BOKOLO Antoine Matr. 23.742 | 3.000 3.150 12.250 7.434 | 22/12/61 22/12/61 liste a 8/11/61 | 25.834 | -- | 7.750 |
| DIEVI Jean Matr. 1.452 | 3.000 6.699 6.600 | 4/12/61 8/11/61 liste a | 16.299 | 2.000 reçu le 3/4/61 | 5.490 |

..../.....

| N o m | Montants | Reçu le | Totaux | Avances en FB. impayées au 6 nov. 61 | Différence de change/- |
|----------------------------------|--|--|--------|---|------------------------|
| DOMBASI Oscar Matr. 8.867 | 11.137 20.000 7.000 17.200 12.667 | 8/11/61 30/11/61 8/12/61 12/12/61 18/12/61 | 68.004 | 2.450 reçu le 8/9/61 | 21.136 |
| DUKUPULA Jean Matr. 8.108 | 5.600 | liste a | 5.600 | 2.940 reçu le 4/10/61 | 2.562 |
| EANGA Pierre Matr. 31.251 | 17.500 20.000 6.000 20.000 3.744 10.000 13.666 | 12/3/62 13/3/62 15/3/62 26/3/62 28/3/62 6/4/62 14/4/62 | 90.910 | — | 27.273 |
| EDJIDJIMO Matr. 32.006 | 2.500 2.450 12.384 13.538 13.400 38.150 | 12/12/61 23/12/61 24/1/62 13/2/62 15/3/62 liste a | 82.422 | — | 24.726 |
| EKOFO Ghislain Matr. 10.920 | 2.450 3.744 3.672 2.372 2.205 38.150 | 23/12/61 24/1/62 13/2/62 15/3/62 19/3/62 liste a | 52.593 | — | 15.778 |
| IYEKI Jean Matr. 8.470 | 21.000 8.087 10.000 2.173 10.689 | 27/12/61 2/1/62 4/1/62 5/1/62 — | 51.949 | 10.000, 4/8/61 5.000, 8/8/61 3.895, 9/8/61 20.000, 19/10/61 3.300, en trop pr.mis.60 18.500, en trop pr.mis.61 60.695 | 33.793 |
| KABWE Jean Matr. 24.697 | 2.450 38.150 | 23/12/61 liste a | 40.600 | — | 12.180 |
| KIALA André Matr. 22.152 | 11.157 10.000 12.250 | 8/11/61 12/12/61 liste a | 33.407 | — | 10.022 |
| KIDILUA Albert Matr. 8.796 | 14.840 10.000 1.652 12.250 | 8/11/61 12/12/61 2/1/61 liste a | 38.742 | — | 11.625 |
| KOUVAHEY Georges Matr. 35.207 | 9.391 15.000 1.935 20.000 2.000 10.000 | 8/11/61 10/11/61 29/11/61 30/11/61 8/12/61 12/12/61 | | | |

| N o m | Montants | Reçu le | Totaux | Avances en FB. impayées au 6 nov. 1961 | Différence de change. |
|---------------------------------|--|--|--------|--|-----------------------------|
| | 3.000 12.000 5.330 | 29/12/61 2/1/62 5/1/62 | | 10.000 reçu 20/7/61 10.000 " 3/4/61 | |
| | | | 78.656 | 20.000 | 29.597 |
| LOLO-ZUZI J. Matr. 783 | 10.728 3.000 6.600 | 8/11/61 4/12/61 liste a | 20.328 | -- | 6.098 |
| LUSATA Sébast. Matr. 8.036 | 12.850 3.000 6.600 | 8/11/61 4/12/61 liste a | 22.450 | 2.000 reçu le 3/4/61 | 7.335 |
| MABANDA Yvon Matr. 24.509 | 12.000 8.167 30.000 8.167 20.000 2.333 | 4/12/61 8/12/61 -- 15/12/61 18/12/61 -- | 80.667 | -- | 24.200 |
| M A B R U K I Matr. 35.514 | 2.450 2.349 2.359 2.349 38.150 | 23/12/61 24/1/62 13/12/61 15/3/62 liste a | 47.657 | -- | 14.297 |
| MAHOLO Victor Matr. 168 | 15.500 20.000 5.000 20.000 10.000 1.565 8.434 9.720 | AMI, 1e 2/7/62 8/11/61 -- 14/11/61 29/11/61 -- 4/12/61 26/4/62 | 90.219 | -- | 27.066 |
| MASSAMBA David Matr. 30.614 | 2.450 6.626 6.734 6.629 38.150 | 28/12/61 24/1/62 13/2/62 15/3/62 liste a | 60.589 | -- | 18.177 |
| MAVINGA Antoine Matr. 19.613 | 14.263 3.000 6.600 | 8/11/61 4/12/61 liste a | 23.863 | -- | 7.159 |
| MOMPULENGE S. Matr. 19.613 | 9.553 3.000 640 5.400 | 8/11/61 1/12/61 8/12/61 liste a | 18.593 | -- | 5.578 |
| MUAYI Joseph Matr. 164 | 2.233 9.000 6.000 10.049 15.500 | 8/11/61 10/11/61 11/1/62 14/2/62 AMI, 1e 2/7/62 | 42.782 | -- | 12.835 |

| N o m | Montants | Reçu le | Totaux | Avances en FB : impayées au 6 nov. 1961 | Différen- ce de change. |
|--------------------------------|--|---|---------|---|-------------------------------|
| NDJOLI Pierre Matr. 3.375 | 17.008 25.000 30.000 3.000 17.000 19.791 10.000 20.981 4.116 5.000 12.789 10.000 7.789 70.441 12.000 14.454 | 8/11/61 30/11/61 13/12/61 29/12/61 2/1/62 7/12/61 28/2/62 15/3/62 26/3/62 30/3/62 3/4/62 30/4/62 5/5/62 30/5/62 29/6/62 5/7/62 | | 5.000 reçu 1e 16/8/61 5.000, 1e 21/8/61 5.000, 1e 28/8/61 | |
| | | | 279.369 | 15.000 | 88.311 |
| N'ZEZA Georges Matr. 8.160 | 14.840 15.000 1.321 12.250 | 8/11/61 12/12/61 2/1/62 liste a | 43.411 | — | 13.023 |
| N'ZIUKI Marcel Matr. 1.288 | 9.818 3.000 6.600 | 8/11/61 4/12/61 liste a | 19.418 | 2.000, reçu 1e 3/4/61 | 6.425 |
| PIOKA Alphonse Matr. 181 | 29.500 17.500 5.833 6.000 135 15.000 | 13/2/62 9/3/62 19/3/62 22/3/62 25/4/62 2/11/62 | 73.968 | — | 22.190 |
| P. A K A Samuel Matr. 1.386 | 10.219 3.000 6.600 | 8/11/61 4/12/61 liste a | 19.819 | 2.000 reçu 1e 3/4/61 | 6.546 |
| PUNZA Hubert Matr. 30.291 | 12.529 10.000 3.150 1.500 12.250 | 8/11/61 12/12/61 23/12/61 28/12/61 liste a | 39.429 | — | 11.829 |
| SOKA-DOFUNSU D Matr. 8.792 | 9.846 3.000 6.600 | 8/11/61 4/12/61 liste a | 19.446 | — | 5.834 |
| TAMBA Albert Matr. 8.419 | 11.011 10.000 10.000 10.000 9.000 10.000 21.000 22.750 27.000 | 23/11/61 29/11/61 4/12/61 22/3/62 26/3/62 6/4/62 11/4/62 13/4/62 21/6/62 | 130.761 | 4.000 reçu 1e 3/4/61 16.250 reçu en trop pr. mis. 3/9-23/9/60 66.500 reçu en trop pr. mis. en 1961 14.000, 1e 2/7/62 par AMI 100.750, — | 69.453 |

| N o m | Montants | Reçu le | Totaux | Avances en FB. impayées au 6 nov. 1961 | Différence de change. |
|-----------------------------|---|--|-----------|--|-----------------------------|
| TONY J. Matr. 8.024 | 17.098 10.000 3.150 1.500 12.250 | 8/11/61 12/12/61 23/12/61 28/12/61 liste a | 43.998 | -- | 13.199 |
| TSHIAMA J.F. Matr. 62 | 10.000 2.000 20.000 1.440 | 10/11/61 14/11/61 -- 23/11/61 | 33.440 | -- | 10.032 |
| WEYA Gérard Matr. 3.874 | 13.513 25.000 35.000 3.000 17.000 13.448 10.000 5.000 7.680 10.000 2.680 12.720 4.851 15.000 32.577 16.108 16.189 16.189 16.189 | 8/11/61 30/11/61 13/12/61 29/12/61 2/1/62 7/12/61 28/2/62 30/3/62 3/4/62 30/4/62 3/5/62 30/5/62 5/7/62 31/7/62 appts. 7/62 " 8/62 " 9/62 "10/62 "11/62 | 272.144 | 5.000 reçu le 16/8/61 | 83.142 |
| YUMBI Hector Matr. 8.359 | --- | --- | --- | 7.000 reçu le 25/10/61 | 2.100 |
| T o t a u x | 1.970.367 | | 1.970.367 | 221.835 | 657.661 |

$$\begin{array}{r}
 1.970.367 \\
 221.835 \\
 \hline
 2.192.202
 \end{array}
 \times \frac{30}{100} = 657.661$$

FONDS PAYES A BRUXELLES AUX AGENTS CONGOLAIS APRES LE 6/11/61.

=====

Le contrôle de pièces comptables de l'Agence de Bruxelles a montré que la différence du cours de change entre le franc belge et le franc congolais et effective à partir du 6 novembre 1961 n'a jamais été pris en considération pour les paiements effectués en FB. en faveur des agents de l'OTRACO.

Les indemnités, les traitements et les avances sur traitements payés à Bruxelles aux agents congolais ont été accordés au taux de 1 FB = 1 FC en laissant toutes différences du cours de change à charge de l'Office. Il s'agit des paiements suivants :

- TRAITEMENTS.

Les traitements payables aux agents congolais sont stipulés en francs congolais.

Si un agent congolais est affecté en Belgique on peut lui payer une partie ou la totalité de son salaire en monnaie belge, mais uniquement sur base d'une instruction et évidemment au cours de change.

Si la dévalorisation est en défaveur de l'agent, on peut l'indemniser sur l'accroissement de ses dépenses, mais encore une fois sur base d'une instruction établie en bonne forme.

Si on a payé après la dévalorisation du franc congolais le même montant en franc belge qu'avant celle-ci, la différence du cours de change est perçue indûment et doit être récupérée.

- AVANCES SUR TRAITEMENTS.

Même remarque. La différence du cours de change est payée indûment et doit être récupérée.

- AVANCES RECUES EN FB. AVANT LE 6/11/61.

Ces avances ont été négligées en mesure qu'elles ont été remboursées jusqu'au 6 novembre 1961. Pour tous montants impayés à cette date, il faut récupérer le supplément égal à la différence du cours de change étant donné qu'il n'appartient pas à l'Office de prendre à sa charge la différence du cours de change pour toutes ces avances, accordées et prélevées abusivement en devises fortes.

Pour constater les avances en FB. restant impayées au 6 novembre 1961, j'ai pris en considération toutes les avances soit en FB., soit en FC. en ordre chronologique.

- INDEMNITES DE MISSION & D'EQUIPEMENT.

Les montants de ces indemnités stipulées dans les instructions doivent être compris étant payables en FC. à moins qu'ils ne soient expressément stipulés en FB. ou dans une autre monnaie étrangère.

Si un FC. était égal à un FB. au moment de l'Indépendance, on ne peut pas continuer à payer les montants en FB. après la dévalorisation du FC. Je suis d'accord avec l'objection qu'on m'a faite à l'OTRACO, selon laquelle l'agent se trouvant en Belgique doit faire face aux mêmes dépenses en FB. après la dévalorisation du FC. comme avant celle-ci. Mais dans ce cas, il faut augmenter les taux d'indemnités en bonne forme et par instruction écrite.

En défaut d'une instruction pareille, l'agent n'a plus droit au même montant en FB. et la différence du cours de change a été reçue indûment et doit être récupérée. Les instructions existantes stipulent d'ailleurs clairement comment ces indemnités devraient être payées :

" L'intéressé a droit au bénéfice de l'indemnité de mission au taux de Frs. par mois, à payer comme suit :

" - paiement avant son départ de la c/valeur d'un chèque de voyage de 5.000 FB.

" - solde à payer à Bruxelles, en FB., au cours de change.

" - il a également droit au bénéfice de l'indemnité d'équipement de 6.000 Frs. payable à Bruxelles en FB., au cours de change. (1)

" (1) Biffer cette mention si l'intéressé a déjà reçu cette indemnité d'équipement endéans les deux ans précédant la date de son départ."

(J'ai cité ci-dessus le texte du Modèle II de l'ordre de mission, formulaire qui a été créé en 1962.)

En ce qui concerne l'indemnité d'équipement, l'ancien règlement était de payer une indemnité de 20.000 Frs. pour le premier départ en mission. Pour les deux missions suivantes, endéans les deux ans après le premier départ, ce taux sera ramené à la moitié. Pour une quatrième mission, le taux plein sera de nouveau appliqué et le processus recommencera. Suivant la décision du Conseil de Gérance du 18 juillet 1961 applicable à partir du 27 janvier 1961 les montants restent les mêmes. Après le premier départ, le taux sera ramené à la moitié pour les missions suivantes endéans les deux ans après le premier départ. Les instructions et commentaires se référant à cette décision cependant disent que "l'indemnité d'équipement n'est due que pour autant qu'un délai minimum de deux ans se soit écoulé depuis le départ pour le séjour précédent." (voir aussi le texte du Modèle II de l'ordre de mission cité ci-dessus)

Il est vrai qu'il y a une contradiction entre la décision du Conseil de Gérance même et le commentaire. Mais l'interprétation de ce dernier a été appliquée depuis janvier 1961 et les instructions suivant la même interprétation n'ont jamais été abrogées.

Par lettre du 20 février 1962, Monsieur le Président demande pour sa personne que l'indemnité d'équipement lui soit payée pour chaque départ. Cette procédure est inadmissible et tant que les instructions en application ne sont pas abrogées, le Président doit aussi s'y plier. Donc le Président n'a droit qu'à 20.000 Frs. pour son premier départ et après deux ans ce dernier aura droit à la moitié de ce taux comme tous les autres agents. Etant donné que MM. TAMBA & IYEKI ont reçu en trop des indemnités pour les missions avant le 27 janvier 1961, je donne les calculs ci-dessous en appliquant les taux qui résultent d'une décision du Comité de Direction du 20 décembre 1951, dernière décision que j'ai pu trouver à ce sujet :

T A M B A

a) mission du 3/9/60 - 23/9/60 soit 21 jours.

| | | |
|------------------------|--------------------------------------|---------------------|
| Ind. mis. 21 x 1.750 = | 36.750 (due) | 18.000 reçue à Léo |
| " d'Equip. + | 20.000 | 55.000 à Bruxelles. |
| | 56.750 | 73.000 |
| Reçu en trop | 16.250 Frs. (voir liste b en annexe) | |

b) mission du 24/5 - 28/6/61 soit 36 jours.

| | | |
|------------------------|--------------------------------------|----------------|
| 9/7 - 18/7/61 " | 10 " | |
| 19/8 - 2/9/61 " | 15 " | |
| | 61 jours.- | |
| Ind. mis. 61 x 1.500 = | 91.500 (due) | 158.000 reçue) |
| Reçu en trop = | 66.500 Frs. (voir liste b en annexe) | |

I Y E K I

a) mission du 3/8 - 20/8/60 soit 17 jours.

| | | |
|------------------------|--------------|----------------------|
| Ind. mis. 17 x 1.500 = | 25.500 (due) | 20.800 reçue à Brux. |
| " d'Equip. + | 12.000 | 20.000 " à Léo. |

37.500

40.800

Reçu en trop

3.300 (voir liste b en annexe)

b) mission du 27/1 - 9/2/61 soit 13 jours

27/2 - 13/4/61 " 45 "

22/4 - 1/6/61 " 40 "

2/7 - 8/8/61 " 37 "

135 jours.

Ind. mis. 135 x 1.500 = 202.500 (due)

221.000 reçue

Reçu en trop

= 18.500 (voir liste b en annexe)

Ces montants reçus en trop avant le 6 novembre 1961 sont considérés comme avances impayées dont la différence du cours de change doit être remboursée.

RESPONSABILITE.

- T A M B A : Il a autorisé les avances payables en FB. et en a profité suffisamment lui-même. Il doit surveiller la gestion de l'Agence de Bruxelles. Il n'a jamais demandé de lui re tenir la différence du cours de change, mais l'a demandé pour les stagiaires par sa lettre du 17/4/62 adressée au Directeur Financier, M. MABANDA et libellée comme suit :

" Nous vous signalons qu'il y a lieu de procéder à
" la récupération des sommes avancées au taux officiel de 130 %.....

Il était donc bien conscient de la différence du cours de change. A sa charge, négligence des devoirs et abus de pouvoir.

- I Y E K I : Suivant les instructions structurelles il a été déclaré que l'Agence de Bruxelles dépende directement de la Direction Générale. Le Directeur Général doit avoir connu toutes les erreurs et abus qui ont été commis dans cette Agence. Il est responsable des paiements en FB. sans égard à la différence du cours de change et en a profité aisément lui-même. A sa charge, négligence dans la gestion, oubli de ses devoirs et abus de pouvoir.

- M U A Y I : Il est responsable comme remplaçant de M. IYEKI et comme Directeur Général Adjoint. Il n'est jamais intervenu en faveur d'une bonne gestion de l'Agence. Il a profité lui-même des avances et en accordé à d'autres. En outre, j'ai attiré l'attention de M. le Directeur Général Adjoint sur l'inadmissibilité de payer au taux de 1 FB. pour 1 FC. comme avant le 6 novembre 1961. C'était alors au mois de septembre; ce n'est qu'au mois de novembre que suite a été donnée à mes suggestions et c'est alors à partir du 1 décembre 1962 que le traitement de M. WEYA, Chef de l'Agence, a été valorisé au taux de 130 %. A la suite de cette négligence, M. WEYA a encore indûment reçu un montant mensuel d'environ 5.000 Francs. A charge de M. MUAYI, négligence dans la gestion, oubli de ses devoirs et abus de pouvoir.

- M A B A N D A : Le bureau de paie dépendant du Directeur Financier, il était du devoir de celui-ci de veiller à ce que les avances soient récupérées au cours de change. Il n'est jamais intervenu dans ce sens et en a profité lui-même. (il n'a aucune instruction émanant de la Direction Générale ou de la Présidence disant de ne pas récupérer au cours de change, et au contraire, la lettre du 1 décembre 1962 lui adressée par le Président est restée sans suite.) Il a lui-même accordé des avances aux stagiaires. A sa charge, oubli de ses devoirs, abus de pouvoir.

.../.....

- AUTRES BENEFICIAIRES.

Il est contraire aux devoirs de chaque agent, quel que soit son grade, de recevoir indûment des avantages à charge de l'Office. En outre, des avances accordées ont été demandées sans nécessité, donc abusivement. Il y a à charge de chaque bénéficiaire, oubli de ses devoirs. Pour la plupart d'entre eux, abus de pouvoir.

CONCLUSION :

Il y a des erreurs administratives en ce qui concerne l'indemnité d'équipement, tandis que pure négligence en ce qui concerne les indemnités de mission et les traitements. Enfin, des abus flagrants se sont montrés dans les avances. Dans tous les cas, erreurs, négligences ou occasionné expressément, les montants négligés jusqu'à l'intervention du Vérificateur, ne doivent pas être pris à charge de l'Office, mais il faut prendre des mesures sévères pour récupérer ces fonds (il s'agit de plus de 600.000 francs). Des mesures doivent être prises à l'égard des responsables de ces abus et de ce laisser-aller dans la gestion de l'Agence de Bruxelles et ce, d'autant plus qu'ils ont profité eux-mêmes.-

Léopoldville, le 15.1.63

LE VERIFICATEUR,

I. L O G E R.

Koyee

BILANS COMPARATIFS

OTRACO

| A c t i f | 31/12/59 | 30/6/60 | 31/12/60 | 31/12/61 |
|-------------------------------|----------------|----------------|------------------------------------|----------------------------------|
| IMMOBILISE. | | | | |
| Voies Fluv. | 6.614.680.992 | 6.695.176.633 | 6.711.642.666 | 6.743.859.796 |
| Port Léo | 586.538.466 | 588.902.710 | 588.613.833 | 589.013.976 |
| C.F.M.L. | 4.274.672.069 | 4.307.385.763 | 4.313.276.397 | 4.323.100.264 |
| Port Matadi | 593.345.075 | 600.581.712 | 603.623.259 | 614.258.889 |
| Réseau Mayumbe | 551.074.039 | 560.424.133 | 567.206.570 | 573.017.964 |
| Réseau Kivu | 278.995.805 | 282.336.709 | 282.336.709 | 282.652.142 |
| Bruxelles | 25.704.476 | 26.040.247 | 26.040.247 | 25.779.875 |
| | 12.925.010.922 | 13.060.847.907 | 13.092.739.681 | 13.151.682.906 |
| REALISABLE. | | | | |
| Portefeuille | 24.863.001 | 46.271.428 | 42.523.247 | 38.538.423 |
| Fonds Pension | 607.623.806 | 104.245.104 | 96.183.977 | 96.553.598 |
| Approvisionmts | 725.678.003 | 694.509.923 | 669.957.009 | 617.408.396 |
| Débiteurs | 308.456.807 | 314.621.377 | 358.468.130 | 408.052.887 |
| Oblig. BIRD. | --- | 133.881.534 | 133.881.534 | 133.881.534 |
| Rép. du Congo | --- | 36.103.761 | 21.103.762 | 21.103.762 |
| | 1.666.621.617 | 1.329.633.127 | 1.322.117.659 | 1.315.538.600 |
| DISPONIBLE. | | | | |
| Caisses, Banques & C.C.P. | 202.075.165 | 323.924.276 | 196.961.917 | 158.082.947 |
| DIVERS. | | | | |
| Avances s/comm. | 41.517.217 | 55.213.931 | 60.991.056 | 68.564.979 |
| Perte s/émission Emprunts | 69.783.000 | 67.615.312 | 65.447.624 | 61.112.624 |
| Cptes. débiteurs | 26.614.320 | 38.442.090 | 41.096.659 | 62.422.541 |
| | 137.914.537 | 161.271.333 | 167.535.339 | 192.100.144 |
| CPTES D'ORDRE. | | | | |
| Engag. s/comm. matér. & trav. | 127.774.691 | 148.675.000 | 102.146.000 | 75.650.000 |
| Gouv. du Congo | 104.751.568 | 154.751.568 | 169.751.568 | 169.751.568 |
| | 232.526.259 | 303.426.568 | 271.897.568 | 245.401.568 |
| PROFITS & PERTES | | | | |
| P e r t e | 86.103.761 | 110.542.498 | (1) 110.542.498 (2) 389.317.841 | 60.499.860.340 61.699.043.642 |
| | | | 499.860.340 | 1.198.903.982 |
| | 15.250.252.262 | 15.289.645.711 | 15.551.112.504 | 16.261.710.147 |

BILANS COMPARATIFS

| P a s s i f | 31/12/59 | 30/6/60 | 31/12/60 | 31/12/61 |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| NON EXIGIBLE. | | | | |
| Capitaux inves | 5.980.209.040 | 5.971.313.390 | 5.971.313.390 | 5.971.313.390 |
| Investissement | 57.429.609 | 74.993.379 | 74.993.379 | 74.993.379 |
| p/Fonds Prévis | | | | |
| Plus-value de | 681.981.486 | 688.721.031 | 682.690.558 | 663.434.993 |
| l'immobilis. | | | | |
| Fonds renouvel | 3.513.684.221 | 3.684.345.117 | 3.776.311.523 | 4.074.923.526 |
| Fonds d'assur. | 192.959.937 | 190.759.949 | 190.758.474 | 190.757.024 |
| Fonds Prévis. | 17.563.770 | --- | --- | --- |
| | 10.443.828.063 | 10.610.132.866 | 10.696.067.324 | 10.975.422.312 |
| EXIGIBLE. | | | | |
| Emprunts obli- | 3.446.750.000 | 3.446.750.000 | 3.446.750.000 | 3.396.750.000 |
| gatoires F.C. | | | | |
| 5 mil. \$.USA. | --- | 250.000.000 | 250.000.000 | 250.000.000 |
| Fonds Pension | 635.155.546 | 103.585.276 | 103.987.764 | 105.799.386 |
| Créditeurs | 329.335.837 | 319.890.869 | 385.146.305 | 458.195.863 |
| Versements non | | | | (annuité) |
| appelés s/tit. | 2.171.975 | 786.975 | --- | 51.659.721 |
| en portefeuille | | | | |
| Prorat.intér. | --- | 119.426.268 | 238.852.536 | 477.705.072 |
| s/capit. invest. | | | | |
| Prorat. intér. | 86.717.000 | 72.641.100 | 88.824.500 | 236.696.280 |
| s/obligations. | | | | |
| Prêt du C.B. | 50.000.000 | --- | --- | --- |
| | 4.550.130.353 | 4.313.080.488 | 4.513.561.105 | 4.976.806.322 |
| DIVERS. | | | | |
| Provis. diverses | 20.527.396 | 55.638.697 | 53.641.462 | 29.963.004 |
| Cptes. crédit. | 3.240.186 | 7.367.092 | 15.945.045 | 34.116.941 |
| | 23.767.582 | 63.005.789 | 69.586.507 | 64.079.945 |
| CPTES. D'ORDRE | | | | |
| Engag. s/comm. | 127.774.691 | 148.675.000 | 102.146.000 | 75.650.000 |
| de mat. & trav | | | | |
| Rép. du Congo | 104.751.568 | 154.751.568 | 169.751.568 | 169.751.568 |
| | 232.526.259 | 303.426.568 | 271.897.568 | 245.401.568 |
| | 15.250.252.262 | 15.289.645.711 | 15.551.112.504 | 16.261.710.147 |

COMPTES COMPARÉS DE PROFITS & PERTES.-

| Recettes | 31/12/59 | 30/6/60 | 31/12/60 | 31/12/61 |
|-------------------------|---------------|---------------|-----------------|----------------|
| RECETTES D'EXPL. | | | | |
| Voies Fluv. | 973.764.755 | 484.164.463 | 292.785.524 | 598.863.035 |
| Port de Léo | 98.689.279 | 48.596.741 | 23.360.384 | 60.411.203 |
| C.F.M.L. | 674.860.993 | 344.932.411 | 179.645.818 | 471.160.570 |
| Port de Matadi | 245.042.534 | 131.351.351 | 61.252.369 | 160.124.537 |
| Réseau Mayumbe | 78.963.977 | 41.069.111 | 27.202.343 | 72.007.432 |
| Réseau Kivu | 44.908.071 | 21.178.198 | 12.350.000 | 12.184.606 |
| | 2.116.229.611 | 1.071.292.275 | 596.596.438 | 1.374.751.383 |
| | | | (Produits div.) | |
| | | | 2.190.278 | |
| Perte exercice | 86.103.761 | 110.542.498 | (1) 110.542.498 | 60.499.860.340 |
| | | | (2) 389.317.841 | 61.699.043.642 |
| | | | 499.860.340 | 1.198.903.982 |
| | 2.202.333.373 | 1.181.834.774 | 1.098.647.056 | 2.573.655.365 |

COMPTES COMPARÉS DE PROFITS & PERTES.-

| Dépenses | 31/12/59 | 30/6/60 | 31/12/60 | 31/12/61 |
|---|---------------|---------------|--------------------------|---------------|
| DEPENSES D'EXPL | | | | |
| Voies Fluv. | 689.105.409 | 373.479.379 | 321.571.813 | 601.076.388 |
| Port de Léo | 89.055.100 | 50.523.587 | 50.110.108 | 94.624.227 |
| C.F.M.L. | 301.390.391 | 163.282.730 | 143.744.104 | 344.619.629 |
| Port de Matadi | 194.372.838 | 112.285.001 | 98.142.540 | 189.225.861 |
| Réseau Mayumbe | 60.368.017 | 35.981.321 | 34.028.056 | 74.903.745 |
| Réseau Kivu | 48.960.987 | 20.889.577 | 21.365.000 | 38.762.145 |
| | 1.383.252.742 | 756.441.595 | 668.961.621 | 1.343.211.995 |
| Prov. pour lic. du Personnel/- | --- | 40.000.000 | Amortis- semt. 81.857 | --- |
| Prov. pr. amort. titres en Port. | --- | 1.673.873 | créances 3.805.465 | --- |
| DOTATION AU FONDS RENOUVEL. | | | | |
| Voies Fluv. | 157.959.000 | 75.860.000 | 45.516.000 | 132.900.000 |
| Port de Léo | 19.215.000 | 8.530.000 | 5.118.000 | 14.400.000 |
| C.F.M.L. | 166.830.000 | 63.520.000 | 38.112.000 | 109.200.000 |
| Port de Matadi | 28.724.000 | 13.590.000 | 8.154.000 | 18.300.000 |
| Réseau Mayumbe | 12.200.000 | 6.000.000 | 3.600.000 | 12.000.000 |
| Réseau Kivu | 11.438.000 | 5.500.000 | 3.300.000 | 10.000.000 |
| | 396.366.000 | 173.000.000 | 103.800.000 | 296.800.000 |
| DOTATION AU FONDS D'ASSUR. | | | | |
| Voies Fluv. | 6.787.032 | 5.000.000 | 3.500.000 | 8.500.000 |
| Port de Léo | 3.301.485 | 500.000 | 300.000 | 170.000 |
| C.F.M.L. | 7.678.563 | 3.500.000 | 3.000.000 | 5.250.000 |
| Port de Matadi | 224.846 | 1.000.000 | 500.000 | 200.000 |
| Réseau Mayumbe | 231.612 | --- | 15.000 | 1.000.000 |
| Réseau Kivu | 25.981 | --- | 10.000 | 220.000 |
| | 18.249.519 | 10.000.000 | 7.325.000 | 15.340.000 |
| CHARGES FIN. S/CAPIT.INVEST. | 239.079.257 | 119.426.268 | 119.426.268 | 238.852.536 |
| CHARGES FIN. S/EMPRUNTS. | 165.385.855 | 81.293.038 | 84.704.347 | 179.590.494 |
| Report déf. 1/60 | 404.465.112 | 200.719.306 | 204.130.615 | 418.443.030 |
| | --- | --- | 110.542.498 | déf. 60 |
| | | | | 499.860.340 |
| | 2.202.333.375 | 1.181.834.774 | 1.098.647.056 | 2.573.655.365 |

2me. Section du Portefeuille
et des Organismes Parastataux

RAPPORT DE CONTROLE DE LA COMPTABILITE OTRACO.

VERIFICATION CAISSES.

CAISSE PRINCIPALE - GESTION Mme. BRIEL.

142.177 Frs. solde en caisse au 6.7.60 (voir le P.V. d'ouverture de coffre-fort contresigné par MM.

MABANDA Yvon, Directeur Financier
N'SASI Mathias, Chef de Bureau Principal et
AVEDILA Emmanuel, Caissier entrant.

L'ouverture de ce coffre-fort était faite au moyen d'une clef que M. AVEDILA Emmanuel, Caissier entrant avait reçue de M. SMET, Sous-Directeur Financier. Elle était effectuée sans témoignage d'un Représentant de la République; le P.V. renseigne le montant retrouvé suivant les détails ci-dessous et sans aucun autre éclaircissement.

| | |
|--------------------|------------------|
| <u>Espèces</u> | 19.096,-- |
| <u>Chèques</u> | |
| BRIEL L. 591488 | 2.055,-- |
| MERTENS L. 035821 | 4.500,-- |
| SEIGNEUR L. 839975 | 3.000,-- |
| | <u>28.651,--</u> |

D'où ressort un solde à justifier soit : 142.177 Frs. - 28.651 = 113.526,-

Grâce à ce contrôle, des recherches ont été effectuées, les titres valant espèces et des pièces justificatives totalisant 65.529 ont été retrouvées. En rectifiant les écritures, soit

| | |
|---|-----------------|
| | 113.526,- |
| - | 65.529,- |
| | <u>47.997,-</u> |

Solde à justifier par le Caissier sortant
Mme. BRIEL, actuellement en Belgique.

Ci-joint le relevé de régularisation.

Août 1960.

CAISSE PRINCIPALE - GESTION AVEDILA Emmanuel.

Paiement boys.

| | | | | |
|-----|---------|--------|-----------------|------------------|
| 400 | (P.14) | boy M. | TILMANT M. | MANGWE F. |
| 400 | (P.22) | " | DECENNE O. | ZANGUKA E. |
| 400 | (P.26) | " | BLONDEAU | KAMSONGU S. |
| 400 | (P.99) | " | VAN ACKER | MUSEMI |
| 400 | (P.291) | " | -- | BOSAKO Albertine |
| 400 | (P.261) | " | VANDEN WOVER A. | -- |
| 400 | (P.290) | " | COFFIAUX | TABA Th. |

| | | | | |
|---------|---------|-----|---------|---------|
| 800 | (P.84) | boy | LAEDER | YANGALA |
| 154.690 | (P.135) | " | s/liste | |
| 55.350 | (P.67) | " | " | |
| 19.810 | (P.137) | " | " | |

OBSERVATIONS : Quant à ce qui concerne les différents paiements effectués aux boys des européens, il est à noter que, suivant les explications reçues du Directeur Financier M. MABANDA, au moment où les blancs étaient partis massivement, ils n'avaient pas réglé les comptes de leurs boys. Suite aux doléances répétées de ces derniers, la Direction de l'OTRACO a décidé de satisfaire les intéressés quitte à récupérer les montants auprès de leurs patrons en Belgique. Les justifications relatives à ces paiements ne se trouvent dans aucun dossier, sous prétexte que ces papiers étaient retirés pour servir de pièces justificatives à Bruxelles. Depuis lors, ces documents ne sont jamais retournés de Belgique bien que toutes les opérations de l'OTRACO se traitent directement à Léopoldville.

| | | |
|---------|---|---|
| 14.500 | (P.148) | achat d'un frigo pour le Directeur Général; aucune pièce justificative pour cette opération. Le responsable du bureau des Approvisionnements doit comparaître pour s'expliquer. |
| 1.200 | (P.272) | c'est un paiement qui a été fait au service d'armement par note non authentique. |
| 1.599 | (P.283) | remis à M. MAPUYA sans documents valables. |
| 1.200 | (P.308) | paiement fait à M. BATUPELA sans papier valable. |
| 1.200 | (P.386) | prime d'attente remise à M. YABA sans papier valable. |
| 164.080 | (P.411) | paiement fait sans liste de paie. |
| 28.500 | (P.417) | vente d'un camion sans contrat de vente ni cession de créance. |
| 10.000 | (P.431) | vente d'un lot de tuyaux sans pièces justificatives. |
| 1.025 | (P.439) | remboursement solde arrhes sans document justificatif. |
| 1.059 | (Manquant de caisse au 11/8/60 - pas de récupération) | |
| 8.617 | (P.17) | vente grille sans document justificatif. |
| 18.269 | (P.20) | paiement salaire août sans document justificatif. |
| 5.002 | (P.29) | paiement salaire IKETE Constant sans pièce justificatif. |
| 16.080 | (P.78) | paiement note de crédit 5608700 du 13/8 s/note. |
| 200.000 | (P.80) | vente mitrailles diverses sans justification. |
| 20.000 | (P.81) | vente tuyaux sans justification. |
| 3.979 | (P.41) | paiement salaire KATUWABOTE suivant chèque 62706, document resté introuvable. |

Septembre 1960.

| | | | |
|--------|---------|--|--|
| 99.112 | (P.192) | paiement boys | Tous ces paiements boys n'ont pas/liste ni de relevé à justifier par le Directeur Financier ainsi que le Caissier. |
| 56.105 | (P.156) | " | |
| 2.575 | (P.150) | " CORBUSIER | |
| 2.007 | (P.151) | " | |
| 6.800 | (P.195) | " svt. liste | |
| 4.500 | (P.130) | IYEKI & MATINGOU - indemnité de restaurant s/place | |
| 1.000 | (P.132) | prime de déplacement indûment touchée par M. BELO | |
| 1.000 | (P.133) | prime indue et à rembourser par M. BELO J. | |

Novembre 1960.

| | | |
|-------|--------|---|
| 3.087 | (P.67) | paiement facture ZOO suivant divers bons signés par M. IYEKI. |
|-------|--------|---|

- 1.074 (P.168) paiement facture rafraichissement à rembourser par M. IYEKI.
- 53.020 Manquant constaté le 21/11/1960 lors de la remise-reprise. A force de résoudre le problème, le coupable a été retrouvé, M. BAJEANJEA Henri Bernard, Matricule 14.479 - S.D. 203.365, agent des Approvisionnements, chargé du paiement des factures. Ce dernier reste en service et la récupération continue sur ses appointements dont le solde débiteur à ce jour s'élève à 37.820 francs.

CAISSE PRINCIPALE - GESTION M. KOLA ANDRE.

- 1.796 (P.85) à rembourser par M. N'SIKU
- 173.530 (P.90) paiement chèque navigant, sans pièce justificative.
- 33.810 (P.100) "-" " " " " "
- 45.000 (P.104) "-" " " " " "
- 100.000 (P.111) pas de détails justificatifs - pas de pièces justificatives. (voir rapport Affaires Sociales)
- 39.600 paiement à M. NINIAKI - Matricule 10.177, sans pièces justif.

Décembre 1960.

- 15.000 (P.11) remboursement après 8 jours - remboursement effectué.
- 15.000 (P.36) indemnité de mission IYEKI & NASIMENTO.
- 15.000 (P.37) " " " & BIEMBE C. - remboursement effectué = 9.000 reste 6.000
- 38.453 (P.58) chèque navigant MUNSHIE Prosper n° 1074873 - Matr. 10.343 - le document reste encore introuvable. Le Directeur Financier doit s'expliquer.
- 30.000 (P.199) subside initial Direction des Affaires Sociales - le reçu est signé par M. TSHIAMA. Fonds donnés aux Foyers Sociaux de l'OTRACO. Il n'existe pas des pièces justificatives détaillant la répartition. (voir rapport Affaires Sociales)

Janvier 1961.

- 14.000 (P.150) indemnité EANGA & BIEMBE à justifier.
- 6.500 (P.4) NASCIMENTO a versé 6.500 francs à M. N'SASI avec un mot que cela constituait un acompte sur ce qu'il devait à l'OTRACO; le montant exact x, nous l'ignorons. Les intérêts doivent comparaître devant la justice pour s'expliquer; ce litige provient des biens séquestrés.
- 2.500 (P.92) abonnement T.C.L. pour BOKAU Joseph, Surveillant à la Présidence - à rembourser.

Février 1961.

- 1.388 (P.7) repas pris par M. MUAYI. L'intéressé a demandé la récupération du montant sur son salaire, suivant note du 9 janvier 1963.
- 7.563 (P.8) repas, boissons et dîner offerts par le Directeur Général IYEKI, dépense que celui-ci doit justifier. Et l'indemnité de représentation? A rembourser par M. IYEKI.
- 20.000 (P.55) alimentation caisse Affaires Sociales. Reçu signé par M. TSHIAMA (voir rapport Affaires Sociales)
- 1.212 (P.64) rafraichissement offert par M. IYEKI; celui-ci doit se justifier. (Mars 1961)
- 2.295 (P.9) 115 primus + 36 polar + 161 coca consommés par les travailleurs. Le bon a été signé par M. BOKA - Frais à rembourser par l'intéressé.

Avril 1961.

- 1.386 (P.14) différents achats effectués par les Approvisionnement-
ments mais les factures ne sont pas conformes. A justifier
par M. LANDU.
- 7.000 (P.103) indemnité de mission à M. YUMBI; pas de pièces jus-
tificatives.
- 30.000 (P.18) ravitaillement des travailleurs dont le reçu était
signé par M. N'ZENZE Jean (Direction des Affaires Sociales)
Pas de détail - suivant les renseignements reçus, il s'agit
de 300 travailleurs envoyés pour les travaux de renouvelle-
ment au Km. 280 C.F.M.L. (voir rapport dispatching du 29/4/
61)
- 2.034 (P.72) boissons consommées par M. ZANGA au Bar Gare Fluviale.
- 8.204 (P.66) achat vivres C.C.O. Il y a discordance des sommes
entre facture et caisse principale. Cette irrégularité est
à justifier. (Mai 1961)

Juillet 1961.

- 1.200 (P.148) montants impayés détournés par le payeur SIMBA Jean;
l'intéressé doit être convoquer pour s'en acquitter.

Août 1961.

- 5.324 (P.180) recette sans pièce (somme rentrée dans la caisse sans
document justificatif.)

Septembre 1961.

- 30.000 (P.141) alimentation de la caisse de la Direction des Affai-
res Sociales. Pas de pièces justificatives. Le reçu est
signé par M. N'ZENZE. Suivant les renseignements reçus, il
s'agit d'une fête aux foyers et une distribution des prix
aux élèves a été faite. (voir rapport Direction des Affaires
Sociales)

Novembre 1961.

- 10.000 (P.124) subside au personnel de Léopoldville pour la fête
de St. Eloi. Pas de détails - dépense prévue pour sandwi-
ches, suivant lettre n°1135/825 du 28/11/61. Le Directeur
des Affaires Sociales doit devoir s'expliquer. (voir rapport
Direction des Affaires Sociales)

Décembre 1961.

- 26.000 retrait d'argent de la caisse par le Président en vue d'or-
ganiser en date du 22/12/61 une réception à sa résidence.
En voici les détails :
15.940 francs (dépense effectuée à l'occasion d'un bateau
écoulé et qui était retrouvé. Il est vraiment anormal d'ad-
mettre une telle dépense. Le solde, soit 10.060 a été res-
titué à la caisse en date du 2/10/62 par M. N'SIKU Nestor.
Il y a lieu de se demander comment un montant sorti de la
caisse depuis le 22/12/61 n'a pu être restitué qu'au 2/10/62.
A considérer comme détournement. Des mesures disciplinaires
doivent être prises à l'égard de M. N'SIKU Nestor.

Janvier 1962.

- 16.400 (P.166) frais de restaurant pour M. DOVELLE. A quelle oc-
casion? Cette sortie est à justifier par l'intéressé.
- 20.000 (P.42) hébergement hôte de marque; le document est signé
par M. IYEKI mais l'état de dépenses n'y est pas. Le docu-
ment lui-même manque de précisions. Quel hôte? (Février 62)

20.000 (P.47) indemnité de mission à M. IYEKI se rendant à Matadi; l'intéressé est tenu de répondre. (Février 1962)

Mars 1962.

12.000 (P.32) indemnité de déplacement payée à M. MUAYI pour mission à Matadi. Suivant les explications données par M. MUAYI, cet argent a été utilisé pour une réception à l'occasion d'une visite du Directeur Général de B.C.K. et de l'Administrateur de COMITRA (visite du Chemin de Fer et du Port de Matadi) A la réception ont assisté aussi des personnalités de l'OTRACO/Matadi, mais aucun état de dépenses n'existe à ce sujet.

100.000 (P.228) manquant à la Banque du Congo par SAMU Camille, agent payeur; le procès-verbal a été établi par le Commissaire aux recherches de l'OTRACO à charge de l'intéressé; depuis lors l'affaire a été transmise à la Compagnie d'Assurances qui entretiens a indemnisé l'OTRACO.

1.100 (P.230) manquant constaté à la paie du 31/3/62 par le payeur MOLOWA. Il n'existe aucun P.V. à ce sujet et la question est toujours en litige; le remboursement est à exiger par la justice.

Avril 1962.

4.100 (P.149) manquant constaté au 15/4/62 par ILANE S. Pas de P.V.

3.912 (P.168) "-" " par M. EIDJA (pas de P.V.)

2.842 (P.177) "-" " par M. MANGIKA J. (pas de P.V.)

M a i 1962.

4.100 (P.211) manquant constaté en date du 15/5/62 chez M. BOSINUSIE, agent payeur. L'intéressé est à poursuivre.

3.200 (P.226) manquant constaté en date du 30/5/62. M. MOLOWA doit se justifier.

3.379 (P.257) manquant constaté à la journée précitée chez M. KIAMUSA G. Le caissier en cause doit se justifier.

C A I S S E M. O. A.

=====

GESTION MERTENS - 1re. QUINZAINE DU MOIS DE JUIN 1960

A nouveau au 16/6/1960

1) Encaisses trouvées suivant deux P.V. établis en date du 30/7/60 après avoir forcé les deux coffres-forts (montant repris en caisse par le Caissier entrant le 1/7/60, SUMBU Théophile. Voir folio 17207

2) Différence à justifier :

Recettes Dépenses
637.811,-

239.497,-
398.314,-

637.811,- 637.811,-
=====

P.S. Il n'y a pas de justification pour les 398.314 francs de différence; selon le Directeur Financier, M. MABANDA Yvon, seul M. MERTENS E. est responsable de ce manquant.

SUITE GESTION MERTENS E. - 2me. QUINZAINE
DU MOIS DE JUIN 1960 - CONSTITUTION CAISSE SUIVANT
DOCUMENTS A COMPTABILISER ET NON ENREGISTRES PAR LE
TITULAIRE.

=====

Recettes . . . Dépenses

| | | | |
|-------|---|--------------|--------------|
| 1 | Paiement chèques navigants | | 33.316 ,- |
| 2 | " " complémentaires auxiliaires | | 14.304,- |
| 3 | " " " " | | 51.235,- |
| 4 | " " " " | | 9.017,- |
| 5 | Remboursement frais lunettes le 5/7/60 | | 450,- |
| 6 | Paiement chèques complémentaires auxil. | | 33.985,- |
| 7 | " " " " | | 13.561,- |
| 8 | Reçu de la B.C./Léo quitt. 05600 du 21/6/60 | 2.452.446,- | |
| 9 | Paiement personnel CFML. Léo au 30/6/60 | | 2.441.773,- |
| 10 | Annulé recettes erronées | -- | |
| 11 | Reçu de la B.C./Léo au 30/6/60 | 8.324.754,- | |
| 12 | Paiement pers.Séd.Auxil. VF/Léo au 30/6/60 | | 8.544.642,- |
| 13 | Annulé recettes erronées | -- | |
| 14 | Paiement chèques complémentaires auxil. | | 24.798,- |
| 15 | Salaires impayés en juin 1960 | 77.163,- | |
| 16 | Annulé dépense erronée (voir poste 2 ci-dessus) | | -- |
| 17 | Gratification fin carrière à MUKONDO A. | | 3.546,- |
| 18 | " " " à LIEMBA Camille | | 2.858,- |
| 19 | " " " à SEBO Benoît | | 1.488,- |
| 20 | " " " à ILOLE Joseph | | 1.725,- |
| 21 | Allocations épouses travailleurs mutés | | 5.465,- |
| 22 | Paiement compl. femmes navigants | | 407,- |
| 23 | Gratification fin carrière à ATOBA Antoine | | 1.813,- |
| 24 | " " " à ETOMBO Pierre | | 6.972,- |
| 25 | Remboursement frais enterrement à MATUNGA Cath. | | 450,- |
| 26 | Gratification fin carrière à KISSITA Pierre | | 3.699,- |
| 27 | Paiement cartes adm. et routières. | | 1.200,- |
| 28 | Paiement prime indté. TALATALA F. | | 394,- |
| 29 | Impayés au 29/6/60 Ass. Soc. Pple. | 3.000,- | |
| 30 | Avance sur traitement à ELIKI Jean | | 9.000,- |
| 31 | Remboursement frais d'enterrement NIEMBA Mad. | | 450,- |
| 32 | Gratification fin carrière MORAZI Antoine | | 3.087,- |
| 33 | Reçu de la B.C. le 4/7/60 | 969.915,- | |
| 34 | Paiement personnel CFML./Ligne au 30/6/60 | | 963.887,- |
| 35 | Annulé recettes erronées | -- | |
| 36 | Impayés cadre CFML./Ligne au 30/6/60 | 3.785,- | |
| 37 | Rettait Caisse d'Epargne au 30/6/60 | | 22.580,- |
| 38 | Paiement indemnité de logement M. DUDI F. | | 2.970,- |
| 39 | Remboursement frais funér. MAKUNIA Al. | | 350,- |
| 40 | Rappel indemnité logement du 1/1/60 au 30/6/60 | | 60.640,- |
| 41 | Paiement chèques complémentaires au 30/6/60 | | 195.090,- |
| 42 | " " Sce. intérieur n° 366 | | 2.331,- |
| 43 | " " " " n° 367 | | 2.721,- |
| 44 | " " " " n° 973 | | 770,- |
| 45 | " " " " n° 359 | | 1.527,- |
| 46 | " " " " n° 1023 | | 3.807,- |
| 47 | " " " " n° 360 | | 1.233,- |
| 48 | " " " " n° 969 | | 5.000,- |
| 49 | Reçu Caisse Pple. Léo 28/6/60 | 100.500,- | |
| 50 | " B.C. Léo le 21/6/60 | 1.000.000,- | |
| 51 | " " le " " | 2.800.000,- | |
| 52 | Remis à la Caisse Pple. le 24/6/60 | | 115.000,- |
| 53 | Paiement salaire impayé au 15/6/60 | | 594,- |
| 54 | Remis à la Caisse Pple. le 5/7/60 | | 150.000,- |
| 55 | Paiement avance du 15/6/60 | | 600,- |
| 56 | " salaire impayé au 15/6/60 | | 500,- |
| 57 | Annulé dépense erronée | | -- |
| 58/67 | Paiement avances sur salaire 10 agents à 200 Frs. | | 2.000,- |
| 68/69 | " " " " 2 " à 110 " | | 220,- |
| 70/79 | " " " " 10 " à 200 " | | 2.000,- |
| 80 | " " " " 1 " " " | | 110,- |
| 81/87 | " " " " 7 " à 200 " | | 1.400,- |
| | | ----- | |
| | | 15.731.563,- | 12.744.965,- |

| | Recettes | Dépenses |
|--|---------------|--------------|
| Report : | 15.731.563 ,- | 12.744.965,- |
| 88 Paiement avances sur sal. 1 agent | | 110,- |
| 89 " " " " " | | 200,- |
| 90/100 " " " " 11 " à 110 Frs. | | 1.210,- |
| 101 Paiement femmes navigants au 30/6/60 | | 158.775,- |
| 102 " " " à la 2e. quinzaine | | 162.010,- |
| 30/6/60 | | |
| 103 Annulé pour double emploi | -- | |
| 104 Paiement navigants au 4/7/60 | | 2.110.123,- |
| 104 bis. Annulé pr. double emploi | -- | |
| 105 Excédent constaté après paiement navigants | 45,- | |
| 106 Reçu de la B.C. Léo au 16/6/60 | 750.000,- | |
| 107 Reçu en espèces suivant pièce comptable | 2.000,- | |
| 108 Paiement chèques navigants | | 523.994,- |
| 109 Paiement personnel CFML./Ligne. | | 216.807,- |
| | ----- | ----- |
| à justifier..... | 16.483.608,- | 15.918.194,- |
| | | 565.414,- |
| | ----- | ----- |
| | 16.483.608,- | 16.483.608,- |
| | ===== | ===== |

Suivant les opérations de constitution et la situation établie par M. MERTENS lui-même, le montant total s'élève à F. 565.414,- + 398.314,- = 963.728,- somme à justifier.

Comme il est stipulé ci-dessus, les deux P.V. d'ouverture de deux coffre-forts établis le 30/7/60 ne donnant aucune justification précise sont contresignés par MM.

MABANDA Yvon, Directeur Financier

KIDILUA Albert, Chef de division principal à la Comptabilité OTRACO & SUMBU Théophile, Caissier entrant.

L'OTRACO n'étant pas en mesure de justifier ce montant, ni d'accélérer les poursuites éventuelles, il est du devoir du Gouvernement d'ouvrir dans le plus bref délai l'enquête judiciaire à charge du Gestionnaire M. MERTENS E., actuellement en Belgique.

Août 1960.

- 10.000 L.C.14 Ci-joint le rapport établi à ce propos par l'intéressé lui-même; dans ses déclarations, l'individu est poursuivable car il invoque les motifs suivants pour se libérer du fraude dont question :
- l'intéressé a eu peur d'être assommé par les travailleurs;
 - en tant que Caissier, il lui a manqué assez de temps pour faire le contrôle de ses liasses aux guichets de la Banque;
 - l'infraction est imputée à la Banque.
- 5.885 L.C.29 Paiement chèques complémentaires. La dépense enregistrée est de 143.106,- au lieu de 137.321,- = la valeur des pièces justificatives. C'est là que ressort la différence de F. 5.885,- (à justifier)
- 3.431 L.C.32 Paiement salaire complémentaire et indemnités de congé. Ce montant s'élève à 224.128 francs au lieu de F. 220.697,- comme mentionné; la différence est à justifier.
- 8.020 L.C.119 et 120 - Prélèvement indû à la caisse principale de M. LELO Simon qui en est responsable. L'intéressé doit en effectuer le remboursement.

Novembre 1960.

| | | |
|--------|--------|---|
| 3.488 | L.C.12 | Païement chèques complémentaires sans document justificatif. |
| 75.210 | L.C.44 | Montant destiné au paiement du 31/10/60 de l'équipe 332 et qui n'a pas eu lieu, le Caissier SUMBU Théophile prétextant avoir perdu les fonds réservés à ces fins. Afin de servir d'exemple, et considérant l'intérêt supérieur de la Nation, un dossier judiciaire devra être ouvert à charge de l'intéressé. |
| 12.500 | L.C.45 | Manquant du 29/10/60 à charge de M. ITUNA Camille; la récupération partielle de montant s'élève à F. 7.074,- le solde débiteur, soit F. 5.426,- reste encore insolvable jusqu'à ce jour. |
| 1.637 | L.C.64 | Païement à M. PONGO Bernard, boy du Directeur de Services Généraux. |

Janvier 1961.

| | | |
|--------|------|---|
| 26.840 | L.C. | Montant destiné au paiement de l'équipe 150 et qui était égaré par M. TSASA-MAVINGA André; l'agent, après être révoqué de l'OTRACO, n'a subi aucune mesure judiciaire. La récupération partielle a eu lieu, mais un solde de 12.320 francs reste encore débiteur. |
|--------|------|---|

AVANCES NON RECUPEREES.-

| | | |
|--------|----------------------------------|------------------------------------|
| 1.500 | à NSALA Antoine en août 1960 | Matricule : 10.770 |
| 1.100 | à M W A Armand | " : 11.036 |
| 15.000 | à MULAMBA André | " : 21.019 |
| 5.250 | à KIMBILA Augustin | " : 18.687 |
| 10.000 | à BUAMUTALA | " : 1.922 |
| 5.000 | à PATA Léon | " : 12.236 |
| 3.000 | à VUMBI Philippe en nov. 1960 | " : 13.732 |
| 1.000 | à MAVINGA Antoine | " : 32.259 |
| 5.000 | à KABWE Constant en octobre 1960 | " : 24.697 |
| 10.000 | à BOKEMBE Gaston | " : 8.522 |
| 3.000 | à NDELE Louis | " : -- |
| 5.000 | à MASAMBA David | " : 30.614 |
| 5.000 | à EKOFO Ghislain | " : 10.920 |
| 5.000 | à MASAMBA David | " : 30.614 |
| 5.000 | à MABRUIKI Jean | " : 35.514 |
| 4.000 | à LUKUNDULA Pierre | " : 2.434 |
| 3.000 | à -- | " : 2.434 |
| 3.000 | à LONGO François | " : 954 |
| | | avances reçues à Bukavu |
| | | Ces deux sont révoqués de l'Otraco |

| | | |
|------------|---------------|----------|
| IYEKI Jean | reçu à BUKAVU | 3.000,- |
| LIWANGA | " | 3.000,- |
| NASCIMENTO | " | 3.000,- |
| BIEMBE | " | 3.000,- |
| | | ----- |
| | | 12.000,- |
| | | ===== |

Ce montant a été sorti de la caisse principale à la date du 23/7/60 au profit des Directeurs/n'était accompagné d'aucune pièce justificative.

mais

| | |
|------------|---------|
| IYEKI J. | 2.000,- |
| MUAYI J. | 2.000,- |
| PICKA A. | 2.000,- |
| MAHOLO V. | 2.000,- |
| DIKANGA T. | 2.000,- |
| KANOSALA | 1.000,- |
| PIUKA I. | 1.000,- |

Tous ces montants représentent l'indemnité de Mission à Matadi. M.F. MUZEMBE, matricule : 22.119 a été révoqué de l'OTRACO avec un solde débiteur de 27.298 francs; il faudrait donc l'ouverture d'un dossier judiciaire à charge de l'intéressé.

.../.....

- P.S. 1) Diverses pièces de caisse sont approuvées pour l'autorisation de paiement par n'importe qui, pour la bonne marche, une lettre-circulaire doit être adressée à cet organisme afin de supprimer ce système, car M. EANGA, Directeur du personnel se permet de temps à autre d'exiger au caissier le paiement des documents signés par lui-même, sans toutefois passer par l'approbation de la Direction Financière habilitée dans ce domaine.
- 2) Il y a eu également des encaissements pour vente mitrailles sans dénomination de l'article - la quantité - le poids ou le métrage.
A ce sujet : S'il s'agit de la vente desdits matériaux, l'organisme a l'obligation de toute façon de déterminer la valeur approximative au moins ou bien les ventes doivent s'effectuer aux enchères.
- 3) Système de manquant atteignant 10.000 francs, la seule sanction est directement la révocation, sans entamer de poursuite judiciaire afin de servir d'exemple pour l'avenir et sauvegarder l'intérêt du pays. Il semble que le Service du Contentieux-Otraco s'occupe des poursuites judiciaires, mais avec une lenteur abominable. Il est d'autre part le devoir du Gouvernement d'examiner la collaboration de la justice avec le service du Contentieux de cet organisme parastatal. L'aide éventuelle de la justice avec toute célérité pourra peut-être encourager le Contentieux-Otraco pour le développement rapide de certains litiges.
- 4) Les dirigeants se permettent d'encourager les chauffeurs en autorisant les paiements des amendes sur les infractions commises par les précités. D'autre part il y a un cas très important :
Le chauffeur LUNGAYU Daniel ayant fait trois accidents graves, accidents qui ont provoqué la mise hors usage de deux véhicules est resté sans aucune poursuite; la seule punition a été le licenciement, mesure unique de l'OTRACO.
- 5) M. DOVELLE Albert ayant perdu 1 Livre de Caisse d'un poste à bois, ce document qui, méthodiquement doit rester toujours au bureau exécutif, je ne trouve pas la raison pour laquelle il était obligé de l'amener à la Direction Générale, après quoi la disparition de cet important document a eu lieu.

PRELEVEMENTS DU SERVICE DES APPROVISIONNEMENTS A LA CAISSE.-

| Date | | D é b i t |
|----------|---|------------------|
| 5/10/60 | L.C. 71 - Frs. 16.590 - 14.349 montant justifié | 2.241,-- |
| 11/10/60 | " 1 - " 27.190 - 20.128 " " | 7.062,-- |
| 12/10/60 | " 22 - " 14.457 (s/ce poste, il y a un double emploi - fact. 36086/87 - voir situation MAHIEU du 12/10/60 | 2.004,-- |
| 12/10/60 | " 23 - " 28.236 - 21.537 montant justifié | 6.699,-- |
| " | " 77 - " 15.860 - 9.731 " " | 6.129,-- |
| 18/10/60 | " 94 - " 33.000 - 22.166 " " | 10.834,-- |
| 28/10/60 | " 38 - " 36.600 - 34.154 " " | 2.446,-- |
| 25/10/60 | " 56 - " 25.900 - 22.767 " " | 3.243,-- |
| 26/10/60 | " 55 - " 19.600 - 14.358 " " | 5.242,-- |
| 29/10/60 | " 94 - " 25.000 - 22.797 " " | 2.203,-- |
| 31/10/60 | " 100 - " 13.300 - 10.372,50 " " | 2.927,50 |
| 21/12/60 | " 131 - " 12.090 + 2.274 - 12.477 " " | 1.887,-- |
| " | " 132 - " 23.180 (fact. n°99 du Fournisseur M. SIKI-KIANDUELO est introuvable.) | 3.566,-- |
| 23/12/60 | " 157 (la fact. n°38823 de BRALIMA reste introuvable) | 4.608,-- |
| | | <u>61.091,--</u> |

../.....

PRELEVEMENTS DU SERVICE DES APPROVISIONNEMENTS A LA CAISSE(suite)

| Date | | Débit |
|----------|---|-----------|
| | Report | 61.091,-- |
| 27/12/60 | L.C. 181 - Frs. 46.400 (aucune pièce justificative) | 26.651,-- |
| 29/12/60 | " 225 - " 27.560 - 25.780 montant justifié | 1.780,-- |
| 18/1/61 | " 101 - " 32.000 | 4.084,-- |
| | | 93.606,50 |

REMARQUES :

Les montants mentionnés ci-dessus reçus de la Caisse Principale ont été destinés pour l'approvisionnement des restaurants et bars sur les bateaux et wagons-restaurants.

- le responsable au classement des factures d'achats, M. F. KINKELA qui est également pour la justification des dépenses et du retour des soldes à la Caisse Principale.
- M. KINKELA établissait de sa propre initiative pour chaque bateau un relevé des fonds reçus et d'achats effectués.
- les reliquats n'ont pas été restitués à la Caisse Principale, mais utilisés pour l'approvisionnement de l'un ou l'autre restaurant; sur le relevé, il marquait la désignation du restaurant où il a transféré le reliquat.
- en ce qui concerne les montants mentionnés ci-dessus, les relevés d'achats et les pièces à l'appui manquent.
- étant donné que ces relevés d'achats n'existent pas pour d'autres approvisionnements, il nous est impossible de dire si les soldes injustifiés ont servi aux approvisionnements du même bateau ou s'ils ont été transférés sur l'autre relevé.
- le manque des factures et relevés a certainement été causé par la comptabilité qui retirait les dossiers des Approvisionnements pour la justification du compte s'y référant. Nous avons trouvé plusieurs factures et relevés à la comptabilité chez l'agent chargé du contrôle de telles opérations.
- à partir du 1 février 1961, M. LANDU, Chef du Département des Approvisionnements a instauré le système de la remise immédiate des reliquats à la caisse principale et d'un détail des factures y relatives.
- les Approvisionnements des restaurants nous semblent d'ailleurs être suffisamment contrôlés.
- Il y a un tableau d'entretien des passagers renseignant le stock de marchandises fin de voyage précédent - réquisitions et stock au départ. Les réquisitions sont inscrites suivant les factures d'achats. A la comptabilité les tableaux d'entretien sont encore une fois comparés avec les factures. Ce travail de la comptabilité est presque à jour.

LES CONTROLEURS DES FINANCES,

T. TSHAMALA.

T. GILBERT.

MS/MB.

" O T R A C O "
DIRECTION FINANCIERE
COMPTABILITE GENERALE

REGULARISATION CAISSE - Mme. BRIEL.

(Annexe).

| Libellé | Recettes | Dépenses | Imputat. |
|---|-----------|-----------|----------|
| <u>TITRES VALANT ESPECES EX-GESTION</u> | | | |
| <u>Mme. BRIEL.</u> | | | |
| B.P. F. n° 055 du 5/7/56 prov. achat timbres poste. | 3.000,-- | | 545 |
| -"- n°1623 du 26/10/56 prov.achat livres maritimes. | 1.000,-- | | 545 |
| -"- n°1621 du 8/12/56 prov.frais réception colis. | 500,-- | | 545 |
| -"- du 4/11/59 prov. frais réception et expéditions. | 2.000,-- | | 545 |
| -"- n°5093 du 5/1/60 prov.frais dédouanements. | 5.000,-- | | |
| -"- n°3960 du 30/1/60 prov. vi-vres C.C.O. | 1.500,-- | | 545 |
| <u>REGULARISATION SITUATION CI-DESSUS.</u> | | | |
| Utilisation timbres-poste en 1960 | | 6.000,-- | 5310 |
| " imprimés douane en 1960 | | 7.000,-- | 5300 |
| Pour justification paiement pension MOLINGA Stanislas | 5.136,-- | | 545 |
| Paiement pension MOLINGA S.n°1020 F.N/594/B6 | | 5.136,-- | 014 |
| Pour justificat. achat timbres(10 à 6 Frs. pièce | 60,-- | | 545 |
| Utilisation timbres-poste en 1960 | | 60,-- | 5310 |
| Régularisation chèques navigants n°s: 059726-734-735-737-055065-059939-060684-060823-060828 | 19.758,-- | | 545 |
| Paiement chèques navigants voir ci-dessus. | | 19.758,-- | 550 |
| Régularisation chèques intérieurs n° 368 et 4 chèques complémentaires | 27.575,-- | | 545 |
| Paiement chèques intérieurs et 4 chèques complémentaires GNANGOGNEY - MATONDO A. (2) | | 27.575,-- | 540 |
| KABEYA Gérard - DIKIETO-DOMBASI. | | | |
| Fait à Léo, le 30 octobre 1962. | 65.529,-- | 65.529,-- | |

LE CONTROLEUR DES FINANCES,

T. GILBERT.

30-04
4 February 1963

Prof. A. Badre

S. Habib Ahmad, Chief of Civilian Operations

Expert in para-statal organization

With reference to my memo dated 25 January concerning the assignment of an expert in para-statal organization in South Katanga, I should be grateful if you would kindly let me know if instructions have been given to Mr. Tarkkonen to proceed to Elisabethville and, if so, the date on which he is expected to report there.

cc: Office of Personnel